

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1867

30 juillet 2008

### SOMMAIRE

Atalante Holding Société Anonyme .....	89570	Lone Star Capital Investments S.à r.l. ....	89609
Aura International S.A. ....	89615	Lory S.A. ....	89572
Bei den Maisercher Sàrl .....	89612	Microcap 07 Coordination S.à r.l. ....	89572
Berg Holding S.A. ....	89615	Microcap 08/09 S.C.A., SICAR .....	89583
Bofin S.A. ....	89611	Microcap Coordination S.à r.l. ....	89572
Bofin S.A. ....	89611	Morgan Stanley Investment Funds .....	89604
Caterpillar International Finance Luxem- bourg S.à r.l. ....	89612	Morgan Stanley Sicav .....	89604
Citibank International plc (Luxembourg Branch) .....	89616	Morgan Stanley Ursa S.à r.l. ....	89606
Clann Hotel s.à r.l. ....	89610	Muse Investment S.A. ....	89571
Diafin International S.A. ....	89607	Parc Helfent Participations S.A. ....	89571
Driver & Bensch .....	89592	Parc Helfent S.A. ....	89571
Driver & Bensch (Lux) .....	89592	Pictet & Cie (Europe) S.A. ....	89606
Driver & Bensch (Lux) .....	89593	Racine Investissement S.A. ....	89570
Equinox Two S.C.A. ....	89610	Real Estate Europe (JB) S.A. ....	89616
European Auction Company S.A. ....	89611	Sustainable Private Equity Portfolio 08/09 - Microcap Coordination S.C.A., SICAR ..	89574
Falco Holding Société Anonyme .....	89571	Therabel Group S.A. ....	89607
Falcon Borrower S.à r.l. ....	89609	Thomorg S.à r.l. ....	89596
Falcon Investor S.à r.l. ....	89610	Thomson Finance S.A. ....	89600
Falcon Parent S.à r.l. ....	89609	Thomson International S.à r.l. ....	89596
Fortis Alpha Strategies .....	89574	Thomson International S.à r.l. ....	89600
Gottardo Equity Fund (Lux) .....	89599	Tower 2 S.à r.l. ....	89607
Gottardo Strategy Fund (Lux) .....	89595	Vitas Capital .....	89608
Kuranda S.A. ....	89570	Wells Fargo (Lux) Worldwide Fund .....	89593
		Wells Fargo (Lux) Worldwide Fund .....	89595

**Kuranda S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1520 Luxembourg, 6, rue Adolphe Fischer.  
R.C.S. Luxembourg B 55.601.

Convocation à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

de la Société qui aura lieu le 18 août 2008 à 11.00 heures au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

*Ordre du jour:*

1. Acceptation de la démission de la société Solon Director Limited, en tant qu'administrateur et décharge.
2. Nomination de Monsieur Natale Capula en tant qu'administrateur.
3. Acceptation de la démission de la société Solon Management Limited, en tant qu'administrateur et décharge.
4. Nomination de Monsieur Gianluca Ninno en tant qu'administrateur.
5. Acceptation de la démission de Monsieur John B. Mills, en tant qu'administrateur et décharge.
6. Nomination de la société Luxembourg Management Services Sarl, en tant qu'administrateur.
7. Acceptation de la démission de la société Crown Corporate Services en tant que Commissaire aux Comptes et décharge.
8. Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.
9. Transfert du siège social de la société.
10. Divers.

Les porteurs d'actions sont priés d'en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter par lui-même ou par mandataire, lequel ne peut pas être lui-même actionnaire.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008089757/6312/24.

---

**Racine Investissement S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 108.298.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 30 juin 2008, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 1<sup>er</sup> septembre 2008 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008092823/795/19.

---

**Atalante Holding Société Anonyme.**

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.  
R.C.S. Luxembourg B 47.630.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 18 août 2008 à 14.15 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.

2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2007.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Délibération, conformément à l'article 100 de la loi fondamentale des sociétés commerciales sur la continuation de la société
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008092828/1031/17.

---

**Muse Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 98.866.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 29 août 2008 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
2. Divers

Référence de publication: 2008092825/788/14.

---

**Falco Holding Société Anonyme.**

Siège social: L-2419 Luxembourg, 7, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 55.042.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 août 2008 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et compte de profits et pertes et affectation des résultats au 31.12.2007.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Mise en paiement d'un dividende.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008092831/1031/16.

---

**Parc Helfent Participations S.A., Société Anonyme,  
(anc. Parc Helfent S.A.).**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 81.575.

L'an deux mille sept, le vingt et un décembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "Parc Helfent S.A.", R.C.S. Luxembourg Numéro B 81.575, ayant son siège social à L-2146 Luxembourg au 74, rue de Merl, constituée par acte de Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 11 avril 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 978 du 8 novembre 2001.

La séance est ouverte sous la présidence de Maître Mario DI STEFANO, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Marie MITTAUT, employée privée, domiciliée professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Corinne PETIT, employée privée, domiciliée professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trois mille huit cents (3.800) actions représentant l'intégralité du capital social de la société sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec la procuration pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Changement de la dénomination sociale de la société en "Parc Helfent Participations S.A." et modification subséquente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts;

2. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première et unique résolution*

La dénomination sociale de la Société est changée en "Parc Helfent Participations S.A."

En conséquence, l'article 1<sup>er</sup> des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

" **Art. 1<sup>er</sup>** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de "Parc Helfent Participations S.A."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Di Stefano, M. Mittaut, C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 31 décembre 2007, LAC/2007/43977. — Reçu douze euros Eur 12,-.

*Le Receveur ff. (signé): R. Jungers.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 janvier 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008092076/5770/47.

(080015398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 janvier 2008.

**Lory S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 56.010.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le *07 août 2008* à 17:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2007
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008084239/696/16.

**Microcap Coordination S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Microcap 07 Coordination S.à r.l.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 123.583.

Im Jahre zweitausendacht, am achtzehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

## IST ERSCHIENEN:

Feri Institutional Advisors GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet nach deutschem Recht, mit Sitz in D - 61348 Bad Homburg, Haus am Park, Rathausplatz 8-10, und einziger Gesellschafter der Microcap 07 Coordination S.à r.l., mit Sitz in 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 123583, gegründet gemäß notarieller Urkunde vom 21. Dezember 2006, welche am 19. Februar 2007 im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde (die "Gesellschaft"),

hier vertreten durch Julia Blunck, Rechtsanwältin, berufsansässig in Luxemburg, auf Grund einer Vollmacht erteilt in Bad Homburg am 12. Juni 2008 (der "Vollmachtnehmer").

Diese Vollmacht bleibt nach Unterzeichnung ne varietur durch den Vollmachtnehmer und den unterzeichneten Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben registriert zu werden.

In ihrer oben beschriebenen Eigenschaft, ersucht die erschienene Partei den unterzeichneten Notar, die Änderung der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu beurkunden:

*1. Beschluss*

Die erschienene Partei beschließt in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin den Gesellschaftszweck und damit einhergehend Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher ab sofort wie folgt lautet:

"Zweck der Gesellschaft ist es als persönlich haftender Gesellschafter (associé commandité) und Geschäftsführer (gérant) der Microcap 07 S.C.A., SICAR, einer Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (société d'investissement en capital à risque) gemäß dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital in der Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions), sowie anderer Kommanditgesellschaften derselben Gruppe, tätig zu werden (die "Kommanditgesellschaften").

Die Gesellschaft kann in dieser Funktion sämtliche Tätigkeiten ausführen, die im Zusammenhang mit der Verwaltung, der Geschäftsführung und der Vermarktung der Kommanditgesellschaften stehen. Die Gesellschaft kann im Namen und für Rechnung der Kommanditgesellschaften Verträge abschließen, übertragbare Wertpapieren kaufen, verkaufen, tauschen und übertragen; sie kann in eigenem Namen oder im Namen Dritter jedwede Eintragung und Übertragung in Aktionärs- oder Schuldverschreibungsregister jeder Luxemburger oder ausländischen Gesellschaft durchführen und für Rechnung der Kommanditgesellschaften und der Inhaber von Aktien der Kommanditgesellschaften alle Rechte und Vorzugsrechte, insbesondere jedes mit den Vermögenswerten der Kommanditgesellschaften verbundene Stimmrecht, ausüben. Diese Aufzählung ist nicht abschließend.

Ferner kann die Gesellschaft Beteiligungen, in jeder Form, an Luxemburger oder ausländischen Gesellschaften halten, und sie kann auch jede andere Anlageform erwerben, sei es durch Kauf, Zeichnung oder jede andere Art und Weise, Wertpapiere übertragen, sei es durch Kauf, Tausch oder jede andere Form, und ihr Beteiligungsportfolio verwalten, kontrollieren und weiterentwickeln.

Die Gesellschaft kann den Gesellschaften, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, oder die zur selben Unternehmensgruppe wie die Gesellschaft gehören, durch die Gewährung von Darlehen und/oder Garantien oder auf andere Weise Beistand leisten.

Allgemein kann die Gesellschaft alle Handels-, Gewerbe- oder Finanzgeschäfte betreiben und alle sonstigen Tätigkeiten ausüben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind."

*2. Beschluss*

"Die Gesellschaft führt die Bezeichnung Microcap Coordination S.à r.l."

*3. Beschluss*

Die erschienene Partei beschließt in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin die Regelungen zur Vertretung der Gesellschaft und damit einhergehend den letzten Absatz des Artikels 11 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher ab sofort wie folgt lautet:

"Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift eines jeden der Geschäftsführer oder aber durch die Unterschrift einer Person verpflichtet, der die Befugnis zur Unterzeichnung durch den alleinigen Geschäftsführer bzw. die Geschäftsleitung erteilt worden ist. Der alleinige Geschäftsführer / die Geschäftsleitung kann besondere Vollmachten auf Grund notariell beglaubigter oder privatschriftlicher Urkunde erteilen."

*4. Beschluss*

Die erschienene Partei beschließt in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin die Regelungen zu den Zwischenausschüttungen der Gesellschaft und damit einhergehend Artikel 22 Absatz 2 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher ab sofort wie folgt lautet:

"Auf Grundlage einer Zwischenbilanz, aus welcher hervorgeht, dass der Gesellschaft ausreichende Finanzmittel zur Verfügung stehen, kann der Geschäftsführerrat die Auszahlung von Zwischenausschüttungen beschließen. Die Höhe dieser Zwischenausschüttungen darf den seit dem letzten Geschäftsjahr realisierten Gewinn - zuzüglich etwaiger Gewinnvorräte und ausschüttbarer Rücklagen, sowie abzüglich etwaiger Verlustvorräte und gesetzlich verpflichtender Rücklagen - nicht übersteigen."

Worüber Urkunde aufgenommen wurde zu Luxemburg am Datum wie Eingangs erwähnt.

Nach Verlesung und Erklärung des Vorstehenden an den Vollmachtnehmer als Erschienenen, der dem Notar nach Namen, Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt ist, hat der Vollmachtnehmer mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. BLUNCK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 juin 2008. Relation: LAC/2008/25300. - Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 27. Juni 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008082253/242/76.

(080096382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2008.

### **Fortis Alpha Strategies, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 103.301.

#### THE STATUTORY GENERAL MEETING

which will be held on Monday 18 August, 2008 at 10.30 am at the offices of FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., 14 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Agenda:*

1. Presentation and approval of the report of the Board of Directors and of the auditors;
2. Approval of the annual accounts as at December 31, 2007 and allocation of the results;
3. Discharge to the directors for the exercise of their mandates;
4. Statutory appointments;
5. Miscellaneous.

Holders of bearer shares who wish to attend or be represented at the Meeting are requested to deposit their shares at the counter of the financial services agents listed in the prospectus no later than five days before the Meeting.

Registered shareholders shall be admitted upon presentation of proof of identity, provided that they have declared their intention to attend the Meeting, no less than five days before the Meeting.

This Statutory General Meeting shall be valid whatever the number of shares present or represented. Each share, whatever its unit value, is entitled to one vote.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2008092834/755/22.

### **Sustainable Private Equity Portfolio 08/09 - Microcap Coordination S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.631.

#### STATUTEN

Im Jahre zweitausendacht, am achtzehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg,

sind erschienen:

1. Microcap Coordination S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht, mit Sitz in 50, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Julia Blunck, Rechtsanwältin, berufsansässig in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 18. Juni 2008.

2. Feri Institutional Advisors GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, mit Sitz in D - 61348 Bad Homburg, Haus am Park, Rathausplatz 8-10,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Julia Blunck, Rechtsanwältin, berufsansässig in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Bad Homburg (Deutschland), am 5. Juni 2008.

Die Vollmachten werden, nach Unterzeichnung und Paraphierung "ne varietur" durch die erschienenen Parteien und den unterzeichneten Notar der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben bei den für Registrierungen zuständigen Behörden eingereicht zu werden.

Die erschienenen Parteien haben den beurkundenden Notar ersucht, die nachfolgende Satzung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien in Form einer Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (société d'investissement en capital à risque, SICAR), zu beurkunden, die wie folgt unter den Parteien gegründet werden soll:

**Art. 1. Name.** Hiermit wird zwischen vorbenannten Parteien und denjenigen, die in Zukunft Inhaber auszugebender Aktien (die "Aktien") werden, eine Kommanditgesellschaft auf Aktien (KGaA) in der Form einer Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (société d'investissement en capital à risque, SICAR) unter dem Namen Sustainable Private Equity Portfolio 08/09 - Microcap Coordination S.C.A., SICAR (die "Gesellschaft") gegründet.

Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital, einschließlich der Änderungen und Ergänzungen dieses Gesetzes (das "Gesetz von 2004").

**Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können durch Beschluss des Komplementärs sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden. Innerhalb ein und derselben Gemeinde kann der Sitz durch einfachen Beschluss des Komplementärs verlegt werden.

Sollten nach Ansicht des Komplementärs außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände der Sitz zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Zugehörigkeit der Gesellschaft zu Luxemburg; letztere bleibt ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine Luxemburger Gesellschaft.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft beginnt mit der notariellen Beurkundung dieser Satzung. Die Laufzeit der Gesellschaft endet grundsätzlich am 31. Dezember 2020. Die Hauptversammlung kann unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens drei Viertel der abgegebenen Stimmen entscheiden, die Laufzeit der Gesellschaft dreimal um jeweils drei (3) Jahre zu verlängern. Falls das vorbenannte Anwesenheitsquorum in einer ersten Hauptversammlung nicht erreicht werden sollte, kann im Rahmen einer zweiten Hauptversammlung ohne Einhaltung eines Anwesenheitsquorums über die Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft entschieden werden.

**Art. 4. Gesellschaftszweck.** Der Zweck der Gesellschaft ist die Anlage der ihr zur Verfügung stehenden Gelder in Risikokapital im weitesten Sinne von Artikel 1 des Gesetzes von 2004.

Die Gesellschaft kann die ihr zur Verfügung stehenden Gelder auch in andere gesetzlich zulässige und im Einklang mit der Satzung stehenden Vermögenswerten anlegen.

Überdies kann die Gesellschaft solche Maßnahmen ergreifen und solche Geschäfte durchführen, die sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks für angebracht erachtet und die im Sinne des Gesetzes von 2004 in seiner weitesten Auslegungsmöglichkeit zulässig sind.

**Art. 5. Haftung.** Die Microcap Coordination S.à r.l. ist Komplementär der Gesellschaft (der "Komplementär"). Als solches ist er Geschäftsführer (gérant) und Aktionär der Gesellschaft. Er hält eine Aktie - die "Komplementärsaktie" -, die nicht übertragbar ist und weder zu Dividendenzahlungen noch zu Kapitalrückführungen berechtigt. Der Komplementär haftet persönlich und unbeschränkt für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die nicht aus deren Vermögen bezahlt werden können.

Die Kommanditaktionäre (im folgenden die "Aktionäre") haben keinerlei Vertretungsbefugnisse im Zusammenhang mit der Gesellschaft. Einzig im Rahmen der Hauptversammlung können die Aktionäre ihre Aktionärsrechte ausüben. Sie haften Dritten gegenüber nur in der Höhe ihrer Einlage.

**Art. 6. Bestimmung der Anlageziele sowie der Anlagepolitik.** Im Einklang mit dem Inhalt des Verkaufsprospektes und den Bestimmungen vorliegend anwendbarer Gesetze und Rechtsvorschriften bestimmt der Komplementär sowohl die Anlageziele und die Anlagepolitik der Gesellschaft als auch die Art und Weise der diesbezüglichen Geschäftsleitung und Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft.

#### **Art. 7. Kapital.**

(a) Das Kapital der Gesellschaft wird durch Aktien ohne Nennwert verkörpert und entspricht zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Nettovermögens der Gesellschaft gemäß Artikel 14 dieser Satzung. Der Mindestbetrag des Kapitals der Gesellschaft liegt gemäß den gesetzlichen Vorschriften bei einer Million Euro (EUR 1.000.000,-) und ist innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung der Gesellschaft als Investmentgesellschaft zur Anlage von Risikokapital gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts zu erreichen.

(b) Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt einundfünfzigtausend Euro (EUR 51.000,-) und ist in 50 Kommanditaktien ohne Nennwert und 1 Aktie der Aktienklasse D, die durch den Komplementär gehalten wird, eingeteilt. Bei der Gesellschaftsgründung wurden die Aktien vollständig eingezahlt.

(c) Der Komplementär kann im Einklang mit den Bestimmungen und entsprechend den Anforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungen und Ergänzungen dieses Gesetzes (das

"Gesetz von 1915") Aktienklassen bilden. Deren Merkmale, Modalitäten und Bedingungen werden durch den Komplementär bestimmt und in den Verkaufsprospekt mit aufgenommen.

(d) Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit der Gesamtheit des Nettovermögens der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern.

**Art. 8. Aktien und Aktienzertifikate.** Die Gesellschaft behält sich die Möglichkeit vor, die Notierung der Aktien einzelner Aktienklassen an einer europäischen Börse (beispielsweise dem alternativen Markt der Luxemburger Börse [Euro MTF]) zu beantragen, wobei in einem solchen Fall der Handel dieser Aktien keinen Beschränkungen unterliegen wird.

Die Kommanditaktien (nachfolgend die "Aktien") sind ausschließlich sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2004 vorbehalten. Für den Fall der Börsennotierung der Aktien einzelner Aktienklassen wird der Prüfungsprozess dahingehend, wie seitens der Gesellschaft sichergestellt wird, dass Aktien an der Gesellschaft stets ausschließlich von sachkundigen Anlegern gehalten werden, im Prospekt der Gesellschaft sowohl genannt als auch ausführlich beschrieben.

Die Aktien werden als Namensaktien ausgegeben.

Für die Aktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Gesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Komplementär bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Aktienzertifikate zu Aktien werden lediglich auf Antrag und Kosten des Aktionärs ausgestellt. Es wird dem Aktionär jedoch immer eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister zugestellt. Beantragte Aktienzertifikate werden binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden durch zwei vom Komplementär bestimmte und bevollmächtigte Personen unterzeichnet.

Jeder Inhaber von Aktien muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Aktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderung seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt. Sofern eine Einigung auf einen solchen Stellvertreter nicht innerhalb von 2 Monaten gelingt, gilt die im Alphabet zuerst genannte Person automatisch als Stellvertreter gegenüber der Gesellschaft.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata Basis.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung, wie im Verkaufsprospekt näher erläutert, eingegangen ist.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2004 sein.

**Art. 9. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten.** Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

**Art. 10. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.** Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikel 2 des Gesetzes von 2004 vorbehalten. Des weiteren kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktieninhaber oder der Gesellschaft geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

(a) die Ausgabe von Aktien verweigern, wenn es offenkundig ist, dass diese Ausgabe zur Folge haben würde, den Aktienbesitz auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen,

(b) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen (wie etwa Personen, welche keine sachkundigen Anleger im Sinne des Gesetzes von 2004 darstellen), entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,

(c) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, der die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstige Gesetze anderer Länder als Luxemburg zur Folge hat,

(d) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

i. Die Gesellschaft wird dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (im folgenden "Rückkaufbenachrichtigung" genannt) zusenden. Die Rückkaufbenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufbenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine benannte Versandadresse oder an die im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft ohne Verzögerung das oder die Zertifikate zurückzugeben, die die in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern. Mit Büroschluss des in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Besitzer der in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien. Die Aktienzertifikate, die die entsprechenden Aktien verkörpern, werden annulliert.

ii. Der Preis, zu dem die in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden (im folgenden "Rückkaufspreis" genannt), entspricht dem Nettovermögenswert der ausgegeben Aktien, so wie dieser am Tag der Rückkaufbenachrichtigung gemäß Artikel 14 der vorliegenden Satzung festgesetzt wird.

iii. Der Rückkaufspreis wird dem Besitzer dieser Aktien durch die Gesellschaft bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rückkaufbenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Rückkaufspreis dem betroffenen Aktionär gegen Rückgabe der eventuell ausgegeben Aktienzertifikate, die die in der Rückkaufbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern, auszahlen. Nach Hinterlegung des Rückkaufspreises gemäß diesen Bedingungen, können Personen, die an den in der Rückkaufbenachrichtigung angegebenen Aktien interessiert sind, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft unternehmen. Hiervon ausgenommen ist das Recht des sich als rechtmäßiger Besitzer der Aktien ausweisenden Aktionärs, den hinterlegten Rückkaufspreis gegen Rückgabe des oder der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, wie zuvor erläutert, ausgezahlt zu bekommen.

iv. Unter der Bedingung, dass die Gesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Besitz sich die Aktien befinden.

**Art. 11. Ausgabe von Aktien.** Die Zeichnung von Aktien ist sowohl für bestehende als auch für potentielle Aktionäre einem oder mehreren bestimmten Zeichnungszeitpunkt(en) oder Zeichnungszeitraum(en) unterworfen (jede(r) eine "Zeichnungsperiode"). Sie werden durch den Komplementär festgelegt und im Verkaufsprospekt sowohl genannt als auch ausführlich beschrieben.

Der Ausgabepreis der Aktien ist gänzlich oder teilweise bis zum Ablauf der Zeichnungsperiode(n), auf die Weise zu entrichten, wie sie der Komplementär bestimmt und im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben hat.

Der Komplementär ist berechtigt zusätzliche Zeichnungsbedingungen pro Aktienklasse zu bestimmen, wie beispielsweise das Erreichen von Mindestzeichnungsbeträgen innerhalb der Zeichnungsperiode(n), die Zahlung von Verzugszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Ferner können sich die Merkmale der verschiedenen Aktienklassen dahingehend unterscheiden, dass z.B. unterschiedliche Investorenkreise oder eine spezifische Ausschüttungs- oder Tausaurierungspolitik verfolgt wird. Diese unterschiedlichen Bedingungen und/oder Merkmale werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.

Bestehende Aktionäre verfügen im Verhältnis zu der Anzahl ihrer Aktien und im Verhältnis zu neuen Aktionären in der Weise über ein Vorrecht zur Zeichnung neu ausgegebener Aktien, wie dies im Verkaufsprospekt näher erläutert ist.

Der Komplementär kann jedem Mitglied der Geschäftsleitung, jedem Direktor oder Generalbevollmächtigten sowie jedem anderen ordnungsgemäß hierzu Ermächtigten die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den

Aktienpreis neu auszugebender Aktien entgegenzunehmen, sowie die Aktien an die entsprechenden Zeichner auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, unter der Bedingung, dass diese Wertpapiere der Anlageziele und Strategie der Gesellschaft entsprechen. Sämtliche Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Der Komplementär behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit, ohne vorherige Mitteilung, die Ausgabe von Aktien auszusetzen. Der Komplementär kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe limitieren.

**Art. 12. Übertragung von Aktien.** Die Aktien der Gesellschaft können grundsätzlich frei übertragen werden. Sofern die Übertragbarkeit für einzelne Aktienklassen jedoch beschränkt oder gänzlich ausgeschlossen sein sollte, wird dies im Verkaufsprospekt der Gesellschaft entsprechend angegeben.

Die Übertragung von Namensaktien wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Obwohl die Aktien nach einer etwaigen Notierung an dem alternativen Markt der Luxemburger Börse (Euro MTF) frei handelbar und übertragbar sein müssen (und die Gesellschaft bereits registrierte Übertragungen auf diesem Markt nicht nachträglich annullieren kann), finden die nachfolgenden Zulässigkeitsanforderungen (die "Zulässigkeitsanforderungen") Anwendung auf jede Partei, an die Aktien auf dem alternativen Markt der Luxemburger Börse übertragen werden:

(i) Aktien dürfen nicht von Anlegern gehalten werden, die nicht als sachkundige Anleger im Sinne des Artikel 2 des Gesetzes von 2004 qualifiziert werden können;

(ii) Aktien dürfen nicht von US-Bürgern gehalten werden;

(iii) Aktien dürfen nicht von Personen oder Institutionen gehalten werden, sofern dieses Halten der Aktien zu einem rechtlichen, finanziellen, wettbewerbsrechtlichen, regulatorischen, steuerlichen oder verwaltungstechnischen Nachteil für die Gesellschaft, die Aktienklassen oder die Aktionäre führen kann.

Das Halten von Aktien durch Aktionäre, die nicht die oben genannten Zulässigkeitsanforderungen erfüllen, muss zu einer zwangsweisen Rücknahme dieser Aktien durch die Gesellschaft gemäß Artikel 13 dieser Satzung führen. Überdies bleibt der Veräußerer nach allgemeinen zivilrechtlichen Grundsätzen der Gesellschaft gegenüber schadensersatzpflichtig, sofern ihm das Nichtvorliegen dieser Zulässigkeitsanforderungen im Hinblick auf den Erwerber bei der Übertragung bekannt oder fahrlässig nicht bekannt war.

Werden Aktien an der Gesellschaft im Sicherungsvermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens geführt, darf das betreffende Versicherungsunternehmen über diese Aktien nur bei vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes ("VAG") bestellten Treuhänders für das Sicherungsvermögen oder seines Stellvertreters verfügen, oder (im Falle von Niederlassungen von Versicherungsunternehmen mit Sitz außerhalb des EWR) gemäß § 110 VAG nur mit Zustimmung der zuständigen deutschen Aufsichtsbehörde.

**Art. 13. Rücknahme von Aktien.** Die Rücknahme von Aktien auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist nicht vorgesehen.

Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft des geschlossenen Typs; sie ist dementsprechend berechtigt ein einseitiges Verlangen des Aktionärs auf Rücknahme von Aktien zurückzuweisen.

Der Komplementär kann aber eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betreffenden Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann oder (iii) bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Komplementär beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Gesellschaft zurückzukaufen, um auf diese Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten der Gesellschaft an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettovermögenswert am Tag der Rücknahme.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

**Art. 14. Berechnung des Nettovermögenswerts.** Der Nettovermögenswert der Aktien (je Aktienklasse) (der "Nettovermögenswert") wird unter der Verantwortung des Komplementärs an jedem Bewertungstag - definiert in dem Verkaufsprospekt der Gesellschaft - und auf Anfrage des Aktionärs berechnet und in der Referenzwährung (entsprechend den Bestimmungen des Verkaufsprospektes) ausgedrückt.

Zusätzlich wird an jedem sonstigen Tag, an welchem eine Ausgabe von Aktien erfolgt, eine Bewertung des Gesellschaftsvermögens vorgenommen.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird für jede Aktie (je Aktienklasse) dadurch bestimmt, dass das Nettovermögen, d.h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten, durch die Zahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien (je Aktienklasse) geteilt wird. Der Nettovermögenswert der Aktie (je Aktienklasse) wird auf die zweite Dezimalzahl abgerundet.

Im Falle von Dividendenzahlungen, Kapitalrückführungen, Aktienaussgaben und -rückkäufen wird das Nettovermögen der Gesellschaft wie folgt angepasst:

- falls eine Dividende je Aktie (je Aktienklasse) ausgezahlt wird oder Kapital zurückgeführt wird, verringert sich der Nettovermögenswert der Gesellschaft (je Aktienklasse) um den Betrag der Dividendenausschüttung bzw. Kapitalrückführung;

- falls Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, erhöht oder vermindert sich das Nettovermögen der Gesellschaft um den erhaltenen oder eingezahlten Betrag.

Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- alle flüssigen Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- alle Vermögenswerte, die von der Gesellschaft gehalten werden oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Die Aktiva der Gesellschaft werden gemäß Artikel 5 des Gesetzes von 2004 aufgrund des wahrscheinlichen Veräußerungswertes, der nach den Grundsätzen von Treu und Glauben zu ermitteln ist, bewertet. Dementsprechend finden die nachfolgenden Regeln Anwendung:

- Der Wert der Anteile an Zielpools sowie etwaiger Direktinvestitionen wird an Hand der letzten der Gesellschaft zur Verfügung stehenden Berichte und gemäß den Richtlinien der jeweiligen Venture Capital oder Private Equity Verbände bestimmt. Im Zweifelsfall werden EVCA Richtlinien zugrunde gelegt.

- Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagezertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen zeitanteiligen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens der Gesellschaft zu erzielen.

Vermögenswerte, welche nicht in Euro ausgedrückt sind, werden in Euro umgerechnet zum Wechselkurs am betreffenden Bewertungstag. Der Nettovermögenswert der Gesellschaft ist an jedem Bankarbeitstag am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- sämtliche Kredite und Forderungen gegen die Gesellschaft;
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschließlich Kosten für die zentrale Verwaltungsstelle, Beratungs- und Anlageraterkosten, Kosten für die Depotbank);
- sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;
- vom Komplementär genehmigte und angenommene Verpflichtungen der Gesellschaft;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

**Art. 15. Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung.** Der Komplementär ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes der Aktien in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;

- wenn eine Hauptversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Nettovermögenswerte wird den Aktionären per Post an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

**Art. 16. Komplementär.** Die Gesellschaft wird von der Microcap Coordination S.à r.l. als Komplementär geführt.

Der Komplementär ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Luxemburger Recht. Der Komplementär besitzt die umfassende Befugnis, die Gesellschaft zu vertreten, soweit das Gesetz von 1915 oder die Satzung der Gesellschaft nicht ausdrücklich bestimmte Befugnisse der Hauptversammlung vorbehalten.

Für den Fall, dass die Rechtsfähigkeit des Komplementärs endet, der Komplementär liquidiert wird oder sich eine andere Situation ereignet, die ihn daran hindert, die Gesellschaft zu führen und nach außen zu vertreten, wird die Gesellschaft gemäß Artikel 27 dieser Satzung aufgelöst.

Der Komplementär ist für die Ausführung der Anlagepolitik der Gesellschaft umfassend verantwortlich.

**Art. 17. Befugnisse des Komplementärs.** Der Komplementär verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der im Verkaufsprospekt näher beschriebenen Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, können durch den Komplementär getroffen werden.

Der Komplementär kann, unter seiner Überwachung und Verantwortung, die tägliche Geschäftsführung sowie die Ausführung der täglichen Anlagepolitik der Gesellschaft auf eine oder mehrere, natürliche oder juristische Personen übertragen; deren Handlungs- und/oder Vertretungsbefugnis, sowie deren Befugnis ihrerseits Unterbevollmächtigte einzusetzen, wird durch den Komplementär festgesetzt.

Der Komplementär kann auch schriftliche oder notariell beurkundete Spezialvollmachten erteilen.

Der Komplementär kann Dienstleistungsverträge im Namen und für Rechnung der Gesellschaft abschließen.

Unbeschadet solcher Übertragungen, Bevollmächtigungen und Verträge bleibt der Komplementär für die Überwachung der übertragenen Aufgaben verantwortlich.

**Art. 18. Anlageziele, Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Komplementär bestimmt die Anlageziele, die Anlagepolitik und die Anlagebeschränkungen, die es durch die Gesellschaft zu befolgen gilt, sowie die Geschäftsführung und die Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft, so wie diese in den Verkaufsunterlagen der Aktien im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen näher beschrieben werden.

**Art. 19. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch den Komplementär oder durch einen oder mehrere Bevollmächtigte, die dieser bestimmt, verpflichtet.

**Art. 20. Haftung und Freistellung.** Die Gesellschaft stellt den Komplementär, seine Geschäftsführer, (leitenden) Angestellten, Gremienmitglieder und Beauftragten sowie den Anlageberater (zusammen die "Freistellungsberechtigten") vollumfänglich von jeder Haftung frei, die den Freistellungsberechtigten aus ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft erwachsen können. Die Freistellung umfasst auch die Kosten der Rechtsverfolgung und Rechtsverteidigung. Die Freistellung hat auf erstes Anfordern zu erfolgen. Ein Anspruch auf Freistellung ist hinsichtlich des Komplementärs ausgeschlossen, wenn dieser vorsätzlich oder fahrlässig und hinsichtlich der übrigen Freistellungsberechtigten, wenn diese vorsätzlich oder grob fahrlässig gehandelt haben. Bei Meinungsverschiedenheiten darüber, ob ein Freistellungsberechtigter vorsätzlich oder (grob) fahrlässig gehandelt hat, hat der Freistellungsberechtigte Anspruch auf Freistellung bis zur rechtskräftigen Entscheidung über die Meinungsverschiedenheit; wird Vorsatz oder (grobe) Fahrlässigkeit festgestellt, hat der betreffende Freistellungsberechtigte die empfangenen Leistungen zurückzugewähren.

Die Gesellschafter der Gesellschaft haften für diese Freistellungsverpflichtung bis zur Höhe der von der Gesellschaft empfangenen Ausschüttungen.

**Art. 21. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (die "Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Komplementär alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

**Art. 22. Hauptversammlung.** Die Hauptversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft, unter der Voraussetzung, dass der Komplementär diese Beschlüsse genehmigt, es sei denn vorliegende Satzung würde dieses Genehmigungserfordernis ausdrücklich nicht verlangen.

Die Hauptversammlung tritt auf Einladung des Komplementärs zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Hauptversammlung wird jeweils am 21. Juni um 15:45 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort abgehalten. Ist dieser Tag ein Feiertag, findet die Gesellschafterversammlung am ersten Bankarbeitstag vor dem 21. Juni statt.

Die Einladung zu den Hauptversammlungen enthält die Tagesordnung und wird per Einschreiben wenigstens acht Tage vor der Hauptversammlung an jeden Aktionär und an dessen in dem Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt. Der Zugang der Einladung an die Aktionäre muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird von dem Komplementär vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Komplementär jedoch eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten können.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Hauptversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Komplementär kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Hauptversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Hauptversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung, ist jede Aktie, unabhängig von der Aktienklasse, zu einer Stimme berechtigt.

Ein Aktionär kann sich bei jeder Hauptversammlung aufgrund schriftlicher Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung, werden die Beschlüsse im Rahmen der Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Soweit Beschlüsse der Hauptversammlung die Modifizierung der vorliegenden Satzung zum Gegenstand haben, bedarf es (i) eines Anwesenheitsquorums von fünfzig Prozent (50%) des Kapitals - falls dieses Quorum bei einer ersten Versammlung jedoch nicht erreicht wird, bedarf es bei der nachfolgenden Versammlung dieses Quorums nicht mehr - und in jedem Fall (ii) einer Zustimmungsmehrheit von mindestens Zwei-Dritteln (2/3) der anwesenden oder vertretenen Aktionäre.

**Art. 23. Hauptversammlung der Aktionäre in einer Aktienklasse.** Die Aktionäre einer Aktienklasse können zu jeder Zeit Hauptversammlungen abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diese Aktienklasse betreffen.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 22 sind auf solche Hauptversammlungen analog anwendbar. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Aktionäre können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, aber ein Mitglied des Geschäftsführerrates des Komplementärs sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Hauptversammlung einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 24. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 25. Jahresbericht.** Die Gesellschaft veröffentlicht ihren Jahresbericht jeweils innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ende des entsprechenden Geschäftsjahres. Der Jahresbericht enthält gemäß Artikel 24 (2) des Gesetzes von 2004 die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, einen Bericht über die Geschäftstätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr sowie alle wesentlichen Informationen, die es dem Anleger ermöglichen, sich in vollständiger Sachkenntnis ein Urteil über die Entwicklung der Geschäftstätigkeit und Geschäftsergebnisse der Gesellschaft zu bilden.

**Art. 26. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Hauptversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

**Art. 27. Ausschüttungen.** Die Verwendung des Bilanzgewinns wird von der Hauptversammlung auf Vorschlag des Komplementärs festgelegt.

Erlöse der Gesellschaft werden grundsätzlich zunächst reinvestiert und später ausgeschüttet.

Der Komplementär kann nach freiem Ermessen für jede Aktienklasse separat den Zeitpunkt von Vorabauschüttungen beschließen und freie Liquidität nach deren Vereinnahmung gutschreiben, nachdem eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten, Ausgaben und sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft gebildet worden ist. Insgesamt können daher die Ausschüttungszeitpunkte im Hinblick auf verschiedene Aktienklassen unterschiedlich sein.

Ausschüttungen werden in Euro zu einem Zeitpunkt ausbezahlt, wie dies der Komplementär zu gegebener Zeit bestimmt.

Die Zahlung von Ausschüttungen erfolgt an die Adressen der Aktionäre, die im Namensregister vermerkt sind und an die dort ggf. hinterlegte Bankverbindung; Der Komplementär kann verschiedene Eigenkapitalkonten einrichten, um die steuerliche Klassifizierung der Ausschüttungen nach deutschem Recht widerspiegeln zu können. Um diesen Zweck zu

erreichen, kann er Regeln definieren, die z.B. bei jeder Ausschüttung und/oder Zwischenausschüttung festlegen, welches Konto jeweils angesprochen werden soll.

Der Komplementär kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Komplementär festgelegt werden, beschließen.

Ferner kann der Komplementär im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen und nach freiem Ermessen jederzeit Kapitalrückführungen beschließen.

Bei der Vornahme von Ausschüttungen ist zu beachten, dass das Mindestkapital der Gesellschaft keinesfalls den Betrag von 1.000.000 Euro unterschreiten darf.

**Art. 28. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Hauptversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse, wie sie für Satzungsänderungen gemäß dem Gesetz von 1915 gelten, aufgelöst werden.

Nach Beendigung der Laufzeit der Gesellschaft wird diese automatisch aufgelöst, es sei denn, dass die Hauptversammlung zuvor unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens drei Viertel der abgegebenen Stimmen die Dauer der Gesellschaft verlängert hat. Die Laufzeit kann dreimal um jeweils drei Jahr verlängert werden. Falls das vorbenannte Anwesenheitsquorum in einer ersten Hauptversammlung nicht erreicht werden sollte, kann im Rahmen einer zweiten Hauptversammlung ohne Einhaltung eines Anwesenheitsquorums über die Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft entschieden werden. Nach Beendigung der Laufzeitverlängerung(en) wird die Gesellschaft automatisch aufgelöst.

Überdies erfolgt eine automatische Auflösung der Gesellschaft, für den Fall, dass die Rechtsfähigkeit des Komplementärs endet, der Komplementär liquidiert wird oder sich eine andere Situation ereignet, die ihn daran hindert, die Gesellschaft zu führen und nach außen zu vertreten.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und die ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Hauptversammlung ernannt werden müssen. Letztere beschließt auch über die Befugnisse und eventuelle Vergütung der Liquidatoren.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz an der Gesellschaft verteilt.

Wird die Gesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Schritte, die unternommen werden müssen, um die Aktionäre an der Verteilung der Liquidationserlöse teilhaben zu lassen und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge, die bei Abschluss der Liquidation von den Aktionären nicht eingefordert wurden, vor. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

**Art. 29. Verschmelzung von Aktienklassen.** Sofern aus irgendeinem Grund der Nettovermögenswert einer Aktienklasse unter einen Wert gefallen ist oder einen Wert nicht erreicht hat, wie er vom Komplementär als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieser Aktienklasse festgesetzt wurde, sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung, kann der Komplementär beschließen, Aktienklassen zusammenzulegen, indem die Aktien der aufzunehmenden Aktienklasse(n) als Aktien einer anderen Aktienklasse (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich und der Auszahlung der Aktienbruchteile an die Aktionäre) neu bestimmt werden. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Aktien der aufzunehmenden Aktienklassen vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Verschmelzung entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Verschmelzung, welches im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 durchgeführt wird, sowie die relevanten Angaben über die aufnehmende Aktienklasse aufgeführt werden.

**Art. 30. Anwendbares Recht.** In dieser Satzung nicht geregelte Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2004 geregelt.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Das Grundkapital wurde wie folgt gezeichnet:

Aktionär, Anzahl der gezeichneten Aktien

1. Microcap Coordination S.à r.l., 1 (Komplementärs-)Aktie (Arktie der Klasse D)
2. Feri Institutional Advisors GmbH, 50 (Kommandit-)Aktien

Nach der Gründung wurden die Aktien vollständig einbezahlt, so dass der Betrag von einundfünfzigtausend Euro (EUR 51.000,-) von nun an der Gesellschaft zur Verfügung, wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde und von diesem ausdrücklich festgestellt wird.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2008.

Die erste Hauptversammlung der Aktionäre findet 2009 statt.

Der erste Jahresbericht der Gesellschaft wird mit Datum 31. Dezember 2008 erscheinen.

### Kostenschätzung

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Belastungen, welcher Art auch immer, welche von der Gesellschaft zu tragen sind und ihr in Verbindung mit der Gründung entstanden sind, werden auf EUR 7.000.- geschätzt.

### Hauptversammlung

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft haben die Aktionäre folgendes beschlossen:

I. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1855 Luxemburg, 50, avenue J.F. Kennedy.

II. Die nachfolgende Person wird zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer für eine Dauer von einem Jahr bis zum Abhalten der nächsten Jahreshauptversammlung bestellt:

BDO Compagnie Fiduciaire, mit Sitz in 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxemburg, RCS Luxembourg B 71.178.

Woraufhin die vorliegende Urkunde in Luxemburg am Datum wie zu Beginn des Dokumentes aufgeführt erstellt wurde.

Nachdem die Urkunde den erschienenen Parteien, die dem Notar alle mit ihrem Nachnamen, Vornamen, nach Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, verlesen wurde, haben die erschienenen Personen gemeinsam mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: J. BLUNCK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 juin 2008. Relation: LAC/2008/25302. - Reçu mille deux cent cinquante euros (1.250.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 27. Juni 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008082251/242/493.

(080096511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2008.

### **Microcap 08/09 S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1855 Luxemburg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 139.630.

### — STATUTEN

Im Jahre zweitausendacht, am achtzehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

sind erschienen:

1. Microcap Coordination S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht, mit Sitz in 50, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxemburg,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Julia Blunck, Rechtsanwältin, berufsansässig in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 18. Juni 2008.

2. Feri Institutional Advisors GmbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht, mit Sitz in D - 61348 Bad Homburg, Haus am Park, Rathausplatz 8-10,

hier ordnungsgemäß vertreten durch Julia Blunck, Rechtsanwältin, berufsansässig in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Bad Homburg (Deutschland), am 5. Juni 2008.

Die Vollmachten werden, nach Unterzeichnung und Paraphierung "ne varietur" durch die erschienenen Parteien und den unterzeichneten Notar der vorliegenden Urkunde als Anlage beigefügt, um mit denselben bei den für Registrierungen zuständigen Behörden eingereicht zu werden.

Die erschienenen Parteien haben den beurkundenden Notar ersucht, die nachfolgende Satzung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien in Form einer Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (société d'investissement en capital à risque, SICAR), zu beurkunden, die wie folgt unter den Parteien gegründet werden soll:

**Art. 1. Name.** Hiermit wird zwischen vorbenannten Parteien und denjenigen, die in Zukunft Inhaber auszugebender Aktien (die "Aktien") werden, eine Kommanditgesellschaft auf Aktien (KGaA) in der Form einer Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (société d'investissement en capital à risque, SICAR) unter dem Namen Microcap 08/09 S.C.A., SICAR (die "Gesellschaft") gegründet.

Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital, einschließlich der Änderungen und Ergänzungen dieses Gesetzes (das "Gesetz von 2004").

**Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können durch Beschluss des Komplementärs sowohl

im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden. Innerhalb ein und derselben Gemeinde kann der Sitz durch einfachen Beschluss des Komplementärs verlegt werden.

Sollten nach Ansicht des Komplementärs außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und dem Ausland beeinträchtigen, so kann bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände der Sitz zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Zugehörigkeit der Gesellschaft zu Luxemburg; letztere bleibt ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine Luxemburger Gesellschaft.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft beginnt mit der notariellen Beurkundung dieser Satzung. Die Laufzeit der Gesellschaft endet grundsätzlich am 31. Dezember 2020. Die Hauptversammlung kann unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens drei Viertel der abgegebenen Stimmen entscheiden, die Laufzeit der Gesellschaft dreimal um jeweils drei (3) Jahre zu verlängern. Falls das vorbenannte Anwesenheitsquorum in einer ersten Hauptversammlung nicht erreicht werden sollte, kann im Rahmen einer zweiten Hauptversammlung ohne Einhaltung eines Anwesenheitsquorums über die Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft entschieden werden.

**Art. 4. Gesellschaftszweck.** Der Zweck der Gesellschaft ist die Anlage der ihr zur Verfügung stehenden Gelder in Risikokapital im weitesten Sinne von Artikel 1 des Gesetzes von 2004.

Die Gesellschaft kann die ihr zur Verfügung stehenden Gelder auch in andere gesetzlich zulässige und im Einklang mit der Satzung stehenden Vermögenswerten anlegen.

Überdies kann die Gesellschaft solche Maßnahmen ergreifen und solche Geschäfte durchführen, die sie für die Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks für angebracht erachtet und die im Sinne des Gesetzes von 2004 in seiner weitesten Auslegungsmöglichkeit zulässig sind.

**Art. 5. Haftung.** Die Microcap Coordination S.à r.l. ist Komplementär der Gesellschaft (der "Komplementär"). Als solches ist er Geschäftsführer (gérant) und Aktionär der Gesellschaft. Er hält eine Aktie - die "Komplementärsaktie" -, die nicht übertragbar ist und weder zu Dividendenzahlungen noch zu Kapitalrückführungen berechtigt. Der Komplementär haftet persönlich und unbeschränkt für die Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die nicht aus deren Vermögen bezahlt werden können.

Die Kommanditaktionäre (im folgenden die "Aktionäre") haben keinerlei Vertretungsbefugnisse im Zusammenhang mit der Gesellschaft. Einzig im Rahmen der Hauptversammlung können die Aktionäre ihre Aktionärsrechte ausüben. Sie haften Dritten gegenüber nur in der Höhe ihrer Einlage.

**Art. 6. Bestimmung der Anlageziele sowie der Anlagepolitik.** Im Einklang mit dem Inhalt des Verkaufsprospektes und den Bestimmungen vorliegend anwendbarer Gesetze und Rechtsvorschriften bestimmt der Komplementär sowohl die Anlageziele und die Anlagepolitik der Gesellschaft als auch die Art und Weise der diesbezüglichen Geschäftsleitung und Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft.

#### **Art. 7. Kapital.**

(a) Das Kapital der Gesellschaft wird durch Aktien ohne Nennwert verkörpert und entspricht zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Nettovermögens der Gesellschaft gemäß Artikel 14 dieser Satzung. Der Mindestbetrag des Kapitals der Gesellschaft liegt gemäß den gesetzlichen Vorschriften bei einer Million Euro (EUR 1.000.000,-) und ist innerhalb von zwölf (12) Monaten nach Zulassung der Gesellschaft als Investmentgesellschaft zur Anlage von Risikokapital gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts zu erreichen.

(b) Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt einundfünfzigtausend Euro (EUR 51.000,-) und ist in 50 Kommanditaktien ohne Nennwert und 1 Aktie der Aktienklasse D, die durch den Komplementär gehalten wird, eingeteilt. Bei der Gesellschaftsgründung wurden die Aktien vollständig eingezahlt.

(c) Der Komplementär kann im Einklang mit den Bestimmungen und entsprechend den Anforderungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungen und Ergänzungen dieses Gesetzes (das "Gesetz von 1915") Aktienklassen bilden. Deren Merkmale, Modalitäten und Bedingungen werden durch den Komplementär bestimmt und in den Verkaufsprospekt mit aufgenommen.

(d) Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit der Gesamtheit des Nettovermögens der Gesellschaft. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern.

**Art. 8. Aktien und Aktienzertifikate.** Die Gesellschaft behält sich die Möglichkeit vor, die Notierung der Aktien einzelner Aktienklassen an einer europäischen Börse (beispielsweise dem alternativen Markt der Luxemburger Börse [Euro MTF]) zu beantragen, wobei in einem solchen Fall der Handel dieser Aktien keinen Beschränkungen unterliegen wird.

Die Kommanditaktien (nachfolgend die "Aktien") sind ausschließlich sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2004 vorbehalten. Für den Fall der Börsennotierung der Aktien einzelner Aktienklassen wird der Prüfungsprozess dahingehend, wie seitens der Gesellschaft sichergestellt wird, dass Aktien an der Gesellschaft stets

ausschließlich von sachkundigen Anlegern gehalten werden, im Prospekt der Gesellschaft sowohl genannt als auch ausführlich beschrieben.

Die Aktien werden als Namensaktien ausgegeben.

Für die Aktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Gesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Komplementär bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Aktienzertifikate zu Aktien werden lediglich auf Antrag und Kosten des Aktionärs ausgestellt. Es wird dem Aktionär jedoch immer eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister zugestellt. Beantragte Aktienzertifikate werden binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden durch zwei vom Komplementär bestimmte und bevollmächtigte Personen unterzeichnet.

Jeder Inhaber von Aktien muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Aktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderung seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt. Sofern eine Einigung auf einen solchen Stellvertreter nicht innerhalb von 2 Monaten gelingt, gilt die im Alphabet zuerst genannte Person automatisch als Stellvertreter gegenüber der Gesellschaft.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata Basis.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung, wie im Verkaufsprospekt näher erläutert, eingegangen ist.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2004 sein.

**Art. 9. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten.** Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

**Art. 10. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.** Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Artikel 2 des Gesetzes von 2004 vorbehalten. Des weiteren kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktieninhaber oder der Gesellschaft geht; oder
  - einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
  - bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird;
- oder
- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

(a) die Ausgabe von Aktien verweigern, wenn es offenkundig ist, dass diese Ausgabe zur Folge haben würde, den Aktienbesitz auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen,

(b) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen (wie etwa Personen, welche keine sachkundigen Anleger im Sinne des Gesetzes von 2004 darstellen), entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,

(c) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, der die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstige Gesetze anderer Länder als Luxemburg zur Folge hat,

(d) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

i. Die Gesellschaft wird dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (im folgenden "Rückkaufsbenachrichtigung" genannt) zusenden. Die Rückkaufsbenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufsbenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine benannte Versandadresse oder an die im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft ohne Verzögerung das oder die Zertifikate zurückzugeben, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern. Mit Büroschluss des in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Besitzer der in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien. Die Aktienzertifikate, die die entsprechenden Aktien verkörpern, werden annulliert.

ii. Der Preis, zu dem die in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden (im folgenden "Rückkaufspreis" genannt), entspricht dem Nettovermögenswert der ausgegebenen Aktien, so wie dieser am Tag der Rückkaufsbenachrichtigung gemäß Artikel 14 der vorliegenden Satzung festgesetzt wird.

iii. Der Rückkaufspreis wird dem Besitzer dieser Aktien durch die Gesellschaft bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rückkaufsbenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Rückkaufspreis dem betroffenen Aktionär gegen Rückgabe der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern, auszahlen. Nach Hinterlegung des Rückkaufspreises gemäß diesen Bedingungen, können Personen, die an den in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien interessiert sind, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft unternehmen. Hiervon ausgenommen ist das Recht des sich als rechtmäßiger Besitzer der Aktien ausweisenden Aktionärs, den hinterlegten Rückkaufspreis gegen Rückgabe des oder der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, wie zuvor erläutert, ausgezahlt zu bekommen.

iv. Unter der Bedingung, dass die Gesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Besitz sich die Aktien befinden.

**Art. 11. Ausgabe von Aktien.** Die Zeichnung von Aktien ist sowohl für bestehende als auch für potentielle Aktionäre einem oder mehreren bestimmten Zeichnungszeitpunkt(en) oder Zeichnungszeitra(ä)um(en) unterworfen (jede(r) eine "Zeichnungsperiode"). Sie werden durch den Komplementär festgelegt und im Verkaufsprospekt sowohl genannt als auch ausführlich beschrieben.

Der Ausgabepreis der Aktien ist gänzlich oder teilweise bis zum Ablauf der Zeichnungsperiode(n), auf die Weise zu entrichten, wie sie der Komplementär bestimmt und im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben hat.

Der Komplementär ist berechtigt zusätzliche Zeichnungsbedingungen pro Aktienklasse zu bestimmen, wie beispielsweise das Erreichen von Mindestzeichnungsbeträgen innerhalb der Zeichnungsperiode(n), die Zahlung von Verzugszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Ferner können sich die Merkmale der verschiedenen Aktienklassen dahingehend unterscheiden, dass z.B. unterschiedliche Investorenkreise oder eine spezifische Ausschüttungs- oder Theaurierungspolitik verfolgt wird. Diese unterschiedlichen Bedingungen und/oder Merkmale werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.

Bestehende Aktionäre verfügen im Verhältnis zu der Anzahl ihrer Aktien und im Verhältnis zu neuen Aktionären in der Weise über ein Vorrecht zur Zeichnung neu ausgegebener Aktien, wie dies im Verkaufsprospekt näher erläutert ist.

Der Komplementär kann jedem Mitglied der Geschäftsleitung, jedem Direktor oder Generalbevollmächtigten sowie jedem anderen ordnungsgemäß hierzu Ermächtigten die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Aktienpreis neu auszugebender Aktien entgegenzunehmen, sowie die Aktien an die entsprechenden Zeichner auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, unter der Bedingung, dass diese Wertpapiere der Anlageziele und -strategie der Gesellschaft entsprechen. Sämtliche Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Der Komplementär behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit, ohne vorherige Mitteilung, die Ausgabe von Aktien auszusetzen. Der Komplementär kann die Häufigkeit der Aktienausgabe limitieren.

**Art. 12. Übertragung von Aktien.** Die Aktien der Gesellschaft können grundsätzlich frei übertragen werden. Sofern die Übertragbarkeit für einzelne Aktienklassen jedoch beschränkt oder gänzlich ausgeschlossen sein sollte, wird dies im Verkaufsprospekt der Gesellschaft entsprechend angegeben.

Die Übertragung von Namensaktien wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen

unterschieden wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Obwohl die Aktien nach einer etwaigen Notierung an dem alternativen Markt der Luxemburger Börse (Euro MTF) frei handelbar und übertragbar sein müssen (und die Gesellschaft bereits registrierte Übertragungen auf diesem Markt nicht nachträglich annullieren kann), finden die nachfolgenden Zulässigkeitsanforderungen (die "Zulässigkeitsanforderungen") Anwendung auf jede Partei, an die Aktien auf dem alternativen Markt der Luxemburger Börse übertragen werden:

- (i) Aktien dürfen nicht von Anlegern gehalten werden, die nicht als sachkundige Anleger im Sinne des Artikel 2 des Gesetzes von 2004 qualifiziert werden können;
- (ii) Aktien dürfen nicht von US-Bürgern gehalten werden;
- (iii) Aktien dürfen nicht von Personen oder Institutionen gehalten werden, sofern dieses Halten der Aktien zu einem rechtlichen, finanziellen, wettbewerbsrechtlichen, regulatorischen, steuerlichen oder verwaltungstechnischen Nachteil für die Gesellschaft, die Aktienklassen oder die Aktionäre führen kann.

Das Halten von Aktien durch Aktionäre, die nicht die oben genannten Zulässigkeitsanforderungen erfüllen, muss zu einer zwangsweisen Rücknahme dieser Aktien durch die Gesellschaft gemäß Artikel 13 dieser Satzung führen. Überdies bleibt der Veräußerer nach allgemeinen zivilrechtlichen Grundsätzen der Gesellschaft gegenüber schadensersatzpflichtig, sofern ihm das Nichtvorliegen dieser Zulässigkeitsanforderungen im Hinblick auf den Erwerber bei der Übertragung bekannt oder fahrlässig nicht bekannt war.

Werden Aktien an der Gesellschaft im Sicherungsvermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens geführt, darf das betreffende Versicherungsunternehmen über diese Aktien nur bei vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes ("VAG") bestellten Treuhänders für das Sicherungsvermögen oder seines Stellvertreters verfügen, oder (im Falle von Niederlassungen von Versicherungsunternehmen mit Sitz außerhalb des EWR) gemäß § 110 VAG nur mit Zustimmung der zuständigen deutschen Aufsichtsbehörde.

**Art. 13. Rücknahme von Aktien.** Die Rücknahme von Aktien auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist nicht vorgesehen.

Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft des geschlossenen Typs; sie ist dementsprechend berechtigt ein einseitiges Verlangen des Aktionärs auf Rücknahme von Aktien zurückzuweisen.

Der Komplementär kann aber eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betreffenden Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann oder (iii) bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Komplementär beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Gesellschaft zurückzukaufen, um auf diese Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten der Gesellschaft an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettovermögenswert am Tag der Rücknahme.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

**Art. 14. Berechnung des Nettovermögenswerts.** Der Nettovermögenswert der Aktien (je Aktienklasse) (der "Nettovermögenswert") wird unter der Verantwortung des Komplementärs an jedem Bewertungstag - definiert in dem Verkaufsprospekt der Gesellschaft - und auf Anfrage des Aktionärs berechnet und in der Referenzwährung (entsprechend den Bestimmungen des Verkaufsprospektes) ausgedrückt.

Zusätzlich wird an jedem sonstigen Tag, an welchem eine Ausgabe von Aktien erfolgt, eine Bewertung des Gesellschaftsvermögens vorgenommen.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird für jede Aktie (je Aktienklasse) dadurch bestimmt, dass das Nettovermögen, d.h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten, durch die Zahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien (je Aktienklasse) geteilt wird. Der Nettovermögenswert der Aktie (je Aktienklasse) wird auf die zweite Dezimalzahl abgerundet.

Im Falle von Dividendenzahlungen, Kapitalrückführungen, Aktienausgaben und -rückkäufen wird das Nettovermögen der Gesellschaft wie folgt angepasst:

- falls eine Dividende je Aktie (je Aktienklasse) ausgezahlt wird oder Kapital zurückgeführt wird, verringert sich der Nettovermögenswert der Gesellschaft (je Aktienklasse) um den Betrag der Dividendenausschüttung bzw. Kapitalrückführung;
- falls Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, erhöht oder vermindert sich das Nettovermögen der Gesellschaft um den erhaltenen oder eingezahlten Betrag.

Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- alle flüssigen Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;

- alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- alle Vermögenswerte, die von der Gesellschaft gehalten werden oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Die Aktiva der Gesellschaft werden gemäß Artikel 5 des Gesetzes von 2004 aufgrund des wahrscheinlichen Veräußerungswertes, der nach den Grundsätzen von Treu und Glauben zu ermitteln ist, bewertet. Dementsprechend finden die nachfolgenden Regeln Anwendung:

- Der Wert der Anteile an Zielpools sowie etwaiger Direktinvestitionen wird an Hand der letzten der Gesellschaft zur Verfügung stehenden Berichte und gemäß den Richtlinien der jeweiligen Venture Capital oder Private Equity Verbände bestimmt. Im Zweifelsfall werden EVCA Richtlinien zugrunde gelegt.
- Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen zeitanteiligen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens der Gesellschaft zu erzielen.

Vermögenswerte, welche nicht in Euro ausgedrückt sind, werden in Euro umgerechnet zum Wechselkurs am betreffenden Bewertungstag. Der Nettovermögenswert der Gesellschaft ist an jedem Bankarbeitstag am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- sämtliche Kredite und Forderungen gegen die Gesellschaft;
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschließlich Kosten für die zentrale Verwaltungsstelle, Beratungs- und Anlageberaterkosten, Kosten für die Depotbank);
- sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;
- vom Komplementär genehmigte und angenommene Verpflichtungen der Gesellschaft;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

**Art. 15. Aussetzung der Nettovermögenswertberechnung.** Der Komplementär ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes der Aktien in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;
- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;
- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;
- wenn eine Hauptversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Nettovermögenswerte wird den Aktionären per Post an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

**Art. 16. Komplementär.** Die Gesellschaft wird von der Microcap Coordination S.à r.l. als Komplementär geführt.

Der Komplementär ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Luxemburger Recht. Der Komplementär besitzt die umfassende Befugnis, die Gesellschaft zu vertreten, soweit das Gesetz von 1915 oder die Satzung der Gesellschaft nicht ausdrücklich bestimmte Befugnisse der Hauptversammlung vorbehalten.

Für den Fall, dass die Rechtsfähigkeit des Komplementärs endet, der Komplementär liquidiert wird oder sich eine andere Situation ereignet, die ihn daran hindert, die Gesellschaft zu führen und nach außen zu vertreten, wird die Gesellschaft gemäß Artikel 27 dieser Satzung aufgelöst.

Der Komplementär ist für die Ausführung der Anlagepolitik der Gesellschaft umfassend verantwortlich.

**Art. 17. Befugnisse des Komplementärs.** Der Komplementär verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der im Verkaufsprospekt näher beschriebenen Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind, können durch den Komplementär getroffen werden.

Der Komplementär kann, unter seiner Überwachung und Verantwortung, die tägliche Geschäftsführung sowie die Ausführung der täglichen Anlagepolitik der Gesellschaft auf eine oder mehrere, natürliche oder juristische Personen

übertragen; deren Handlungs- und/oder Vertretungsbefugnis, sowie deren Befugnis ihrerseits Unterbevollmächtigte einzusetzen, wird durch den Komplementär festgesetzt.

Der Komplementär kann auch schriftliche oder notariell beurkundete Spezialvollmachten erteilen.

Der Komplementär kann Dienstleistungsverträge im Namen und für Rechnung der Gesellschaft abschließen.

Unbeschadet solcher Übertragungen, Bevollmächtigungen und Verträge bleibt der Komplementär für die Überwachung der übertragenen Aufgaben verantwortlich.

**Art. 18. Anlageziele, Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Komplementär bestimmt die Anlageziele, die Anlagepolitik und die Anlagebeschränkungen, die es durch die Gesellschaft zu befolgen gilt, sowie die Geschäftsführung und die Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft, so wie diese in den Verkaufsunterlagen der Aktien im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen näher beschrieben werden.

**Art. 19. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch den Komplementär oder durch einen oder mehrere Bevollmächtigte, die dieser bestimmt, verpflichtet.

**Art. 20. Haftung und Freistellung.** Die Gesellschaft stellt den Komplementär, seine Geschäftsführer, (leitenden) Angestellten, Gremienmitglieder und Beauftragten sowie den Anlageberater (zusammen die "Freistellungsberechtigten") vollumfänglich von jeder Haftung frei, die den Freistellungsberechtigten aus ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft erwachsen können. Die Freistellung umfasst auch die Kosten der Rechtsverfolgung und Rechtsverteidigung. Die Freistellung hat auf erstes Anfordern zu erfolgen. Ein Anspruch auf Freistellung ist hinsichtlich des Komplementärs ausgeschlossen, wenn dieser vorsätzlich oder fahrlässig und hinsichtlich der übrigen Freistellungsberechtigten, wenn diese vorsätzlich oder grob fahrlässig gehandelt haben. Bei Meinungsverschiedenheiten darüber, ob ein Freistellungsberechtigter vorsätzlich oder (grob) fahrlässig gehandelt hat, hat der Freistellungsberechtigte Anspruch auf Freistellung bis zur rechtskräftigen Entscheidung über die Meinungsverschiedenheit; wird Vorsatz oder (grobe) Fahrlässigkeit festgestellt, hat der betreffende Freistellungsberechtigte die empfangenen Leistungen zurückzugewähren.

Die Gesellschafter der Gesellschaft haften für diese Freistellungsverpflichtung bis zur Höhe der von der Gesellschaft empfangenen Ausschüttungen.

**Art. 21. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (die "Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Komplementär alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

**Art. 22. Hauptversammlung.** Die Hauptversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre der Gesellschaft, unter der Voraussetzung, dass der Komplementär diese Beschlüsse genehmigt, es sei denn vorliegende Satzung würde dieses Genehmigungserfordernis ausdrücklich nicht verlangen.

Die Hauptversammlung tritt auf Einladung des Komplementärs zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Hauptversammlung wird jeweils am 21. Juni um 15:30 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung angegebenen Ort abgehalten. Ist dieser Tag ein Feiertag, findet die Gesellschafterversammlung am ersten Bankarbeitstag vor dem 21. Juni statt.

Die Einladung zu den Hauptversammlungen enthält die Tagesordnung und wird per Einschreiben wenigstens acht Tage vor der Hauptversammlung an jeden Aktionär und an dessen in dem Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt. Der Zugang der Einladung an die Aktionäre muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird von dem Komplementär vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Komplementär jedoch eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten können.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Hauptversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Komplementär kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Hauptversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Hauptversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung, ist jede Aktie, unabhängig von der Aktienklasse, zu einer Stimme berechtigt.

Ein Aktionär kann sich bei jeder Hauptversammlung aufgrund schriftlicher Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung, werden die Beschlüsse im Rahmen der Hauptversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Soweit Beschlüsse der Hauptversammlung die Modifizierung der vorliegenden Satzung zum Gegenstand haben, bedarf es (i) eines Anwesenheitsquorums von fünfzig Prozent (50%) des Kapitals - falls dieses Quorum bei einer ersten Versammlung jedoch nicht erreicht wird, bedarf es bei der nachfolgenden Versammlung dieses Quorums nicht mehr - und in jedem Fall (ii) einer Zustimmungsmehrheit von mindestens Zwei-Dritteln (2/3) der anwesenden oder vertretenen Aktionäre.

**Art. 23. Hauptversammlung der Aktionäre in einer Aktienklasse.** Die Aktionäre einer Aktienklasse können zu jeder Zeit Hauptversammlungen abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diese Aktienklasse betreffen.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 22 sind auf solche Hauptversammlungen analog anwendbar. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Aktionäre können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, aber ein Mitglied des Geschäftsführerrates des Komplementärs sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Hauptversammlung einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 24. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 25. Jahresbericht.** Die Gesellschaft veröffentlicht ihren Jahresbericht jeweils innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ende des entsprechenden Geschäftsjahres. Der Jahresbericht enthält gemäß Artikel 24 (2) des Gesetzes von 2004 die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, einen Bericht über die Geschäftstätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr sowie alle wesentlichen Informationen, die es dem Anleger ermöglichen, sich in vollständiger Sachkenntnis ein Urteil über die Entwicklung der Geschäftstätigkeit und Geschäftsergebnisse der Gesellschaft zu bilden.

**Art. 26. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Hauptversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

**Art. 27. Ausschüttungen.** Die Verwendung des Bilanzgewinns wird von der Hauptversammlung auf Vorschlag des Komplementärs festgelegt.

Erlöse der Gesellschaft werden grundsätzlich zunächst reinvestiert und später ausgeschüttet.

Der Komplementär kann nach freiem Ermessen für jede Aktienklasse separat den Zeitpunkt von Vorabausschüttungen beschließen und freie Liquidität nach deren Vereinnahmung gutschreiben, nachdem eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten, Ausgaben und sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft gebildet worden ist. Insgesamt können daher die Ausschüttungszeitpunkte im Hinblick auf verschiedene Aktienklassen unterschiedlich sein.

Ausschüttungen werden in Euro zu einem Zeitpunkt ausbezahlt, wie dies der Komplementär zu gegebener Zeit bestimmt.

Die Zahlung von Ausschüttungen erfolgt an die Adressen der Aktionäre, die im Namensregister vermerkt sind und an die dort ggf. hinterlegte Bankverbindung; Der Komplementär kann verschiedene Eigenkapitalkonten einrichten, um die steuerliche Klassifizierung der Ausschüttungen nach deutschem Recht widerspiegeln zu können. Um diesen Zweck zu erreichen, kann er Regeln definieren, die z.B. bei jeder Ausschüttung und/oder Zwischenausschüttung festlegen, welches Konto jeweils angesprochen werden soll.

Der Komplementär kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Komplementär festgelegt werden, beschließen.

Ferner kann der Komplementär im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen und nach freiem Ermessen jederzeit Kapitalrückführungen beschließen.

Bei der Vornahme von Ausschüttungen ist zu beachten, dass das Mindestkapital der Gesellschaft keinesfalls den Betrag von 1.000.000 Euro unterschreiten darf.

**Art. 28. Auflösung und Liquidation der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Hauptversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse, wie sie für Satzungsänderungen gemäß dem Gesetz von 1915 gelten, aufgelöst werden.

Nach Beendigung der Laufzeit der Gesellschaft wird diese automatisch aufgelöst, es sei denn, dass die Hauptversammlung zuvor unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens drei Viertel der abgegebenen Stimmen die Dauer der Gesellschaft verlängert hat. Die Laufzeit

kann dreimal um jeweils drei Jahr verlängert werden. Falls das vorbenannte Anwesenheitsquorum in einer ersten Hauptversammlung nicht erreicht werden sollte, kann im Rahmen einer zweiten Hauptversammlung ohne Einhaltung eines Anwesenheitsquorums über die Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft entschieden werden. Nach Beendigung der Laufzeitverlängerung(en) wird die Gesellschaft automatisch aufgelöst.

Überdies erfolgt eine automatische Auflösung der Gesellschaft, für den Fall, dass die Rechtsfähigkeit des Komplementärs endet, der Komplementär liquidiert wird oder sich eine andere Situation ereignet, die ihn daran hindert, die Gesellschaft zu führen und nach außen zu vertreten.

Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und die ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Hauptversammlung ernannt werden müssen. Letztere beschließt auch über die Befugnisse und eventuelle Vergütung der Liquidatoren.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz an der Gesellschaft verteilt.

Wird die Gesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Schritte, die unternommen werden müssen, um die Aktionäre an der Verteilung der Liquidationserlöse teilhaben zu lassen und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge, die bei Abschluss der Liquidation von den Aktionären nicht eingefordert wurden, vor. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

**Art. 29. Verschmelzung von Aktienklassen.** Sofern aus irgendeinem Grund der Nettovermögenswert einer Aktienklasse unter einen Wert gefallen ist oder einen Wert nicht erreicht hat, wie er vom Komplementär als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieser Aktienklasse festgesetzt wurde, sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung, kann der Komplementär beschließen, Aktienklassen zusammenzulegen, indem die Aktien der aufzunehmenden Aktienklasse(n) als Aktien einer anderen Aktienklasse (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, so erforderlich und der Auszahlung der Aktienbruchteile an die Aktionäre) neu bestimmt werden. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Aktien der aufzunehmenden Aktienklassen vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Verschmelzung entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Verschmelzung, welches im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 durchgeführt wird, sowie die relevanten Angaben über die aufnehmende Aktienklasse aufgeführt werden.

**Art. 30. Anwendbares Recht.** In dieser Satzung nicht geregelte Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2004 geregelt.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Das Grundkapital wurde wie folgt gezeichnet:

Aktionär, Anzahl der gezeichneten Aktien

1. Microcap Coordination S.à r.l., 1 (Komplementärs-)Aktie (Aktie der Klasse D)
2. Feri Institutional Advisors GmbH, 50 (Kommandit-)Aktien

Nach der Gründung wurden die Aktien vollständig einbezahlt, so dass der Betrag von einundfünfzigtausend Euro (EUR 51.000,-) von nun an der Gesellschaft zur Verfügung, wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde und von diesem ausdrücklich festgestellt wird.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2008.

Die erste Hauptversammlung der Aktionäre findet 2009 statt.

Der erste Jahresbericht der Gesellschaft wird mit Datum 31. Dezember 2008 erscheinen.

#### *Kostenschätzung*

Die Kosten, Auslagen, Gebühren und Belastungen, welcher Art auch immer, welche von der Gesellschaft zu tragen sind und ihr in Verbindung mit der Gründung entstanden sind, werden auf EUR 7.000.- geschätzt.

#### *Hauptversammlung*

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft haben die Aktionäre folgendes beschlossen:

- I. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-1855 Luxemburg, 50, avenue J.F. Kennedy.
- II. Die nachfolgende Person wird zum unabhängigen Wirtschaftsprüfer für eine Dauer von einem Jahr bis zum Abhalten der nächsten Jahreshauptversammlung bestellt:

BDO Compagnie Fiduciaire, mit Sitz in 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxemburg, RCS Luxembourg B 71.178.

Worauhin die vorliegende Urkunde in Luxemburg am Datum wie zu Beginn des Dokumentes aufgeführt erstellt wurde.

Nachdem die Urkunde den erschienenen Parteien, die dem Notar alle mit ihrem Nachnamen, Vornamen, nach Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, verlesen wurde, haben die erschienenen Personen gemeinsam mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: J. BLUNCK und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 juin 2008. Relation: LAC/2008/25301. - Reçu mille deux cent cinquante euros (1.250.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 27. Juni 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008082252/242/493.

(080096500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2008.

**Driver & Bengsch (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. Driver & Bengsch).**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 134.622.

Im Jahre zweitausendundacht, am siebten Juli.

Vor Notarin Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, in Vertretung von Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxemburg, welch Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt,

sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable") "DRIVER & BENGSCH", mit Sitz in L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 134.622, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde des Notars Henri HELLINCKX vom 10. Dezember 2007, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 161 vom 22. Januar 2008.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Herrn Roman MERTES, Privatangestellter, beruflich wohnhaft in Munsbach, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zur Schriftführerin Frau Andrea RAU, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in Munsbach.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Tabea SCHULZE-KASCHEL, Privatangestellte, beruflich wohnhaft in Munsbach.

Sodann gab der Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Sammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste und gegebenenfalls die Vollmachten bleiben gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladung mit der hiernach angegebenen Tagesordnung:

- im Mémorial C, am 3. Juni 2008 und am 19. Juni 2008

- in den Tageszeitungen "Tageblatt" und "d'Wort" am 3. Juni 2008 und am 19. Juni 2008.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

*Tagesordnung:*

1. Aenderung des Namens von "DRIVER & BENGSCH" in "DRIVER & BENGSCH (LUX)".

2. Verschiedenes.

III.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass dreihundertneun (309) Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Die Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste ausserordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 2. Juni 2008 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäss Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Nach Beratung, fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

*Erster Beschluss*

Die Generalversammlung beschliesst den Namen der Gesellschaft von "DRIVER & BENGSCH" in "DRIVER & BENGSCH (LUX)" abzuändern.

*Zweiter Beschluss*

Infolge des vorhergehenden Beschlusses wird Artikel eins der Satzung wie folgt abgeändert:

" **Art. 1. Name.** Es besteht eine Aktiengesellschaft in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) (SICAV) unter dem Namen "DRIVER & BENGSCH (LUX)"."

Worüber Urkunde aufgenommen zu Munsbach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Verwaltungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. MERTES, A. RAU, T. SCHULZE-KASCHEL und M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 juillet 2008. Relation: LAC/2008/28279. - Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FUR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxembourg, den 15. Juli 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008088092/242/59.

(080103671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2008.

**Driver & Bensch (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 134.622.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008088897/242/10.

(080104307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2008.

**Wells Fargo (Lux) Worldwide Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1736 Luxembourg, 1A, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 137.479.

In the year two thousand eight, on the twenty sixth day of the month June.

Before Maître Joëlle Baden, notary, residing in Luxembourg,

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of "Wells Fargo (Lux) Worldwide Fund" (the "Company"), a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable having its registered office in L-1736 Luxembourg, Aerogolf Center, 1A, rue Hoehenhof, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 137.479, incorporated pursuant to a notarial deed dated 20 March 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 976 of 21 April 2008.

The meeting was opened at 2.30 pm with Antonios Nezeritis, Avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Ms Anita Maggipinto, private employee, with professional address at Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Frank Stolz-Page, private employee, with professional address at Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

1. to restate the first paragraph of article 10 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

"The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the notice of meeting, on the twenty-third day of the month of July of each year at 11.00 a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg (a "Business Day"), the general meeting will take place on the following Business Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require."

2. Miscellaneous.

II.- That the represented sole shareholder, the proxyholder of the represented shareholder and the number of its shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholder of the sole shareholder, and by the board of the meeting, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented sole shareholder will also remain attached to the present deed after having been initialled ne varietur by the persons appearing.

III.- That the entire share capital being represented at the present meeting, no convening notices were sent. The represented sole shareholder declaring he had had due notice and received knowledge of the agenda prior to this meeting.

IV.- That the present meeting, representing the whole share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, takes the following resolution:

*First resolution*

The general meeting resolves to restate the first paragraph of article 10 of the articles of incorporation of the Company so as to read as follows:

"The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the notice of meeting, on the twenty-third day of the month of July of each year at 11.00 a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg (a "Business Day"), the general meeting will take place on the following Business Day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board of Directors, exceptional circumstances so require."

*Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at EUR 800.00.

Whereupon the present deed is drawn up in Luxembourg, in the office of the undersigned notary, at the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

After reading and interpretation to the appearing person, the said appearing person signed together with the notary the present deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille huit, le vingt-six juin.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "Wells Fargo (Lux) Worldwide Fund" (la "Société"), une société anonyme sous le régime d'une société d'investissement à capital variable ayant son siège social à L-1736 Luxembourg, Aerogolf Center, 1A, rue Hoehenhof, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137.479, constituée suivant un acte notarié en date du 20 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 976 du 21 avril 2008.

L'assemblée est ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Monsieur Antonios Nezeritis, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Anita Maggipinto, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et demandé au notaire instrumentant:

I. Que l'ordre du jour de la réunion est le suivant:

1. de modifier le premier paragraphe de l'article 10 des statuts de la Société, afin de lire comme suit:

"L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra, conformément au droit luxembourgeois, à Luxembourg au siège social de la Société, ou à tout autre endroit dans la municipalité du siège social qui pourra être indiqué dans l'avis de convocation, le vingt-trois juillet à 11.00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un "Jour Ouvrable"), l'assemblée générale se tiendra le premier Jour Ouvrable suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si, de l'avis souverain du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent."

2. Divers.

II. - Que l'actionnaire unique représenté, le mandataire de l'actionnaire représenté et le nombre de ses actions sont indiqués sur la liste de présence; cette liste de présence, signée par par le mandataire de l'actionnaire unique représenté et par les membres du bureau de l'assemblée, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La procuration de l'actionnaire unique représenté, après avoir été paraphée ne varietur par toutes les parties restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III. - Que l'entièreté du capital social étant représentée à la présente assemblée, aucune convocation préalable n'a été effectuée, l'actionnaire unique représenté déclarant avoir dûment reçu avis et pris connaissance de l'ordre du jour avant cette assemblée.

IV. - Que la présente réunion représentant l'entière du capital est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points de l'ordre du jour.

L'assemblée prend la résolution suivante:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide de modifier le premier paragraphe de l'article 10 des statuts de la Société, lequel sera libellé comme suit:

"L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra, conformément au droit luxembourgeois, à Luxembourg au siège social de la Société, ou à tout autre endroit dans la municipalité du siège social qui pourra être indiqué dans l'avis de convocation, le vingt-trois juillet à 11.00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un "Jour Ouvrable"), l'assemblée générale se tiendra le premier Jour Ouvrable suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si, de l'avis souverain du Conseil d'Administration, des circonstances exceptionnelles le requièrent."

*Frais*

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit, incombant à la Société en raison du présent acte, sont estimés à EUR 800,00.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et français, le texte anglais prévaudra.

Et après lecture et interprétation faite aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: A. NEZERITIS, A. MAGGIPINTO, F. STOLZ-PAGE et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 juin 2008. LAC/2008/26196. — Reçu douze euros € 12,-.

*Le Receveur (signé): SANDT.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2008.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2008084226/7241/118.

(080097095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2008.

**Wells Fargo (Lux) Worldwide Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1736 Luxembourg, 1A, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 137.479.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Joëlle BADEN..

Référence de publication: 2008084227/7241/10.

(080097100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2008.

**Gottardo Strategy Fund (Lux), Fonds Commun de Placement.**

Le procès-verbal de modification du règlement de gestion concernant le fonds commun de placement Gottardo Strategy Fund (Lux), a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations à Luxembourg.

Gottardo Strategy Fund (Lux) Management Company

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008091589/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 2008, réf. LSO-CS07089. - Reçu 16,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080106275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2008.

**Thomson International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 253.352.959,25.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 7, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 79.011.

**Thomorg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 3.254.971.480,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 7, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 135.917.

—  
**PROJET DE FUSION DU 30 JUIN 2008**

In the year two-thousand and eight, on the thirtieth day of June,  
before us Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

- Thomson International S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of two hundred fifty three million three hundred fifty-two thousand nine hundred fifty nine point twenty-five Pound Sterling (GBP 253,352,959.25), having its registered office at 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered at the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 79.011 (hereinafter referred to as "Thomson International") and incorporated originally in the form of a société anonyme following a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, of November 17, 2000, published in the Memorial C number 423 of June 8, 2001, which articles of association have been amended for the last time following a deed of Maître Paul Decker of 6 May 2008, published in the Memorial C, number 1449 of June 12, 2008,

hereby represented by M<sup>e</sup> Tom LOESCH, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on the basis of resolutions of the board of managers of Thomson International dated June 30, 2008.

- Thomorg S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg with a share capital of three billion two hundred fifty-four million nine hundred seventy-one thousand four hundred eighty dollars of the United States (USD 3,254,971,480.-), having its registered office at 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered at the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 135.917 (hereinafter referred to as "Thomorg") and incorporated following a deed of Maître Paul Decker of December 21, 2007, published in the Mémorial C number 535 of March 4, 2008, which articles of association have been amended for the last time following a deed of Maître Paul Decker, prenamed, of 6 May 2008, published in the Mémorial C number 1419 of June 10, 2008,

hereby represented by M<sup>e</sup> Nicolas GAUZES, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on the basis of resolutions of the board of managers of Thomorg dated June 30, 2008.

Such proxies after having been signed "ne varietur" by the proxyholders acting on behalf of the appearing persons and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

The appearing parties represented as stated hereabove have requested the undersigned notary to record that:

1. Thomson International

The corporate objects of Thomson International are:

- to carry on the business of a group finance company,
- to acquire, possess, alienate, administer, develop, lease, let, mortgage or in general encumber real property and any right to or interest in real property,
- to participate, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and enterprises of whatever nature and in whatever legal form;
- to acquire by purchase, subscription, or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise stock, shares, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and own, administer, develop and manage its portfolio; and
- to perform everything connected with the foregoing in the widest sense of the word.

The subscribed capital of Thomson International is two hundred fifty three million three hundred fifty-two thousand nine hundred fifty-nine point twenty-five Pound Sterling (GBP 253,352,959.25) divided into three million two hundred seventy-nine thousand six hundred two (3,279,602) ordinary shares without nominal value, all of which are fully paid up.

2. Thomorg

The corporate objects of Thomorg are the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The subscribed capital of Thomorg is s three billion two hundred fifty four million nine hundred seventy-one thousand four hundred eighty United States dollars (USD 3,254,971,480.-) divided into twenty-five thousand five (25,005) shares without nominal value all of which are fully paid up.

### 3. Merger

Thomson International contemplates to merge with and absorb its fully controlled subsidiary Thomorg (both companies being referred to as "Merging Companies") under the simplified merger procedure (the "Merger") provided for in articles 278 and seq. of the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies (the "Law").

The purpose of the Merger is internal to the group of companies to which the Merging Companies belong and contemplates to simplify the current structure of this group of companies.

The Merger shall be followed by the merger by absorption by Thomson Finance S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered at the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B-45.994. of Thomson International, a fully controlled subsidiary of Thomson Finance S.A.

### 4. Date of Effect

The Merger shall be effective on 31 August 2008 (the "Effective Date"). For accounting purposes, the merger shall be deemed effective as from 1 July 2008.

### 5. Financial Accounts

The last annual accounts for the year ended on 31 December 2007 have been approved by the general meeting of shareholders of Thomson International on 9 May 2008.

Thomorg has not yet closed its first financial year.

### 6. Assets and Liabilities Contributed

Pursuant to the Merger, all the assets and liabilities, including for the avoidance of doubt with any encumbrances or charges thereon, of Thomorg will be contributed, transferred and assigned to Thomson International.

### 7. Advantages granted to the Managers or the Auditors

No special advantages are granted to the members of the board of managers or the statutory auditors of the Merging Companies.

### 8. Mandates granted by Thomorg

The mandate of the managers and of the auditors of Thomorg will automatically cease on the Effective Date and full discharge is hereby granted to the managers and the auditors of Thomorg for the duties performed by them.

### 9. Merger formalities

Thomson International or its successor shall itself carry out all formalities including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry into effect the Merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of Thomorg in accordance with article 274 of the Law.

### 10. Dissolution of Thomorg

The Merger will result in the dissolution without liquidation of Thomorg as of the Effective Date.

### 11. Keeping of Thomorg's Documents

All corporate documents, files and records of Thomorg shall be kept at the registered office of Thomson International for the duration prescribed by law.

### 12. Issued capital of Thomson International following the Merger

The issued capital of Thomson International will not be affected by the Merger.

### 13. Expenses

The expenses, costs, fees and charges resulting from the Merger shall be borne by Thomson International.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the merger proposal and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging companies pursuant to the law.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Merging Companies are estimated at approximately seven thousand euro (7,000.- EUR).

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille huit, le trente juin,

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

- Thomson International S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de deux cent cinquante-trois millions trois cent cinquante-deux mille neuf cent cinquante-neuf virgule vingt-cinq Pound Sterling (GBP 253.352.959,25), ayant son siège social au 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.011 (ci-après désignée "Thomson International") et constituée à l'origine sous la forme d'une société anonyme par acte de Maître Frank Baden, notaire résidant à Luxembourg, en date du 17 novembre 2000, publié au Mémorial C numéro 423 du 8 juin 2001, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Paul Decker, en date du 6 mai 2008, publié au Mémorial C, numéro 1449 du 12 juin 2008,

représentée par Maître Tom LOESCH, avocat, résidant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sur la base des résolutions du conseil de gérance de Thomson International en date du 30 juin 2008.

- Thomorg S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les Lois de Luxembourg, avec un capital social de trois milliards deux cent cinquante-quatre millions neuf cent soixante et onze mille quatre cent quatre-vingts dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 3.254.971.480,-), ayant son siège social au 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.917 (ci-après désignée "Thomorg") et constituée par acte de Maître Paul Decker, en date du 21 décembre 2007, publié au Mémorial C numéro 535 du 4 mars 2008, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Paul Decker, précité, en date du 6 mai 2008, publiés au Mémorial C, numéro 1419 du 10 juin 2008,

représentée par Maître Nicolas GAUZES, avocat, résidant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sur la base des résolutions du conseil de gérance de Thomorg en date du 30 juin 2008.

Les dites procurations après signatures ne varient par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant demeureront annexées au présent acte.

Les comparants représentés comme mentionnés ci-dessus ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

#### 1. Thomson International

L'objet social de Thomson International est:

- exercer les activités d'une société de financement de groupe et en relation avec cette activité la société est autorisée:
- acquérir, posséder, aliéner, administrer, développer, prendre à bail, louer, hypothéquer ou en général engager des biens réels et tous droits ou intérêts sur ces biens réels.
- prendre des participations de quelque façon que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères de quelque nature ou forme légale que ce soit.
- acquérir par achat, souscription ou toute autre manière, aussi bien que transférer par vente, échange ou autrement, des stocks, actions, bons, obligations, notes et autres garanties de toutes sortes, et posséder, administrer, développer et gérer son portefeuille.
- exécuter tout ce qui touche à son objet, dans le sens le plus large du terme.

Le capital souscrit de Thomson International est de deux cent cinquante trois millions trois cent cinquante-deux mille neuf cent cinquante-neuf euros virgule vingt-cinq Pound Sterling (GBP 253.352.959,25), divisé en trois millions deux cent soixante-dix-neuf mille six cent deux (3.279.602) parts sociales ordinaires sans valeur nominale, chacune étant entièrement libérées.

#### 2. Thomorg

L'objet social de Thomorg est l'acquisition et la détention et la cession de participations dans toutes sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Le capital social de Thomorg est de trois milliards deux cent cinquante-quatre millions neuf cent soixante-et-onze mille quatre cent quatre-vingts dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 3.254.971.480,-), divisé en vingt-cinq mille cinq (25.005) parts sociales sans valeur nominale, chacune étant entièrement libérées.

#### 3. Fusion

Thomson International envisage de fusionner et d'absorber sa filiale entièrement contrôlée Thomorg (les deux sociétés étant désignées comme "Sociétés Fusionnantes") selon la procédure de la fusion simplifiée (la "Fusion") telle que prévu par les articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée concernant les sociétés commerciales (la "Loi").

L'objet de la Fusion est interne au groupe de sociétés auquel les Sociétés Fusionnantes appartiennent et permettra de simplifier la structure actuelle de ce groupe de sociétés.

La Fusion sera suivie par la fusion par absorption par Thomson Finance S.A., une société anonyme régie par les Lois de Luxembourg, ayant son siège social au 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45.994, de Thomson International, une filiale entièrement contrôlée par Thomson Finance S.A.

#### 4. Date d'Effet

La Fusion sera effective le 31 août 2008 (la "Date d'Effet"). Comptablement la fusion sera réputée effective à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2008.

#### 5. Etats Comptables

Les derniers comptes annuels pour l'année sociale clôturée le 31 décembre 2007 ont été approuvés par l'assemblée générale des associés de Thomson International le 9 mai 2008.

Thomorg n'a pas encore clôturé sa première année sociale.

#### 6. Actifs et passifs apportés

En conséquence de la Fusion, tous les actifs et passifs de Thomorg, y compris toutes sûretés et privilèges sur ces actifs et passifs, seront apportés, transférés et cédés à Thomson International.

#### 7. Avantages accordés aux gérants et aux commissaires aux comptes

Aucun avantage spécial n'a été accordé aux membres du conseil de gérance et aux commissaires aux comptes des Sociétés Fusionnantes.

#### 8. Mandat accordé par Thomorg

Le mandat des gérants et des commissaires aux comptes de Thomorg cessera automatiquement à la Date d'Effet et décharge est donnée par les présentes aux gérants et aux commissaires aux comptes de Thomorg pour l'accomplissement de leur mandat.

#### 9. Formalités de fusion

Thomson International pourra elle-même effectuer toutes les formalités y compris toutes annonces telles que prévues par la loi, qui seront nécessaires ou utiles pour permettre et réaliser la Fusion ainsi que le transfert ou la cession des actifs et passifs de Thomorg conformément à l'article 274 de la loi.

#### 10. Dissolution de Thomorg

La Fusion résultera dans la dissolution sans liquidation de Thomorg à compter de la Date d'Effet.

#### 11. Conservation des documents de Thomorg

Tous les documents sociaux, dossiers et procès-verbaux de Thomorg seront conservés au siège social de Thomson International pour la durée prévue par la loi.

#### 12. Capital social de Thomson International après la Fusion

Le capital social de Thomson International ne sera pas affecté par la fusion.

#### 13. Frais

Les frais, coûts et honoraires résultant de la fusion seront à la charge de Thomson International.

Le notaire instrumentant certifie par la présente l'existence et la légalité du projet de fusion et de tous actes documents incombant aux Sociétés Fusionnantes en vertu de la loi.

#### *Evaluation des frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à sept mille euros (7.000,- EUR).

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: T. Loesch, N. Gauzès, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 juillet 2008. LAC/2008/27009. — Reçu douze euros (€ 12,-).

Le Receveur (signé): Fr. Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2008.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2008086736/220/211.

(080102438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2008.

---

#### **Gottardo Equity Fund (Lux), Fonds Commun de Placement.**

Le procès-verbal de modification du règlement de gestion concernant le fonds commun de placement Gottardo Equity Fund (Lux), a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations à Luxembourg.

GOTTARDO EQUITY FUND (LUX) MANAGEMENT COMPANY

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2008091590/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 2008, réf. LSO-CS07092. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080106276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2008.

**Thomson Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 7, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 45.994.

**Thomson International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 253.352.959,25.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 7, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 79.011.

—  
**PROJET DE FUSION DU 30 JUIN 2008**

In the year two-thousand and eight, on the thirtieth day of June,

before us Maître Gérard Lecuit, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

- Thomson Finance S.A., a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, having its registered office at 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 45.994 (hereinafter referred to as "Thomson Finance") and incorporated following a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, of December, 13, 1993, published in the Mémorial C number 79 of March, 2, 1994, which articles of incorporation of the Company have been amended for the last time following a deed of Maître Paul Decker, of April 29, 2008, published in the Memorial C number 1488 of June 17, 2008,

hereby represented by M<sup>e</sup> Tom LOESCH, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on the basis of resolutions of the board of directors of Thomson Finance dated June 30, 2008.

- Thomson International S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of two hundred fifty three million three hundred fifty two thousand nine hundred fifty-nine point twenty-five Pound Sterling (GBP 253,352,959.25), having its registered office at 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered at the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 79.011 (hereinafter referred to as "Thomson International") and incorporated originally in the form of a société anonyme following a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, of November 17, 2000, published in the Mémorial C number 423 of June 8, 2001, which articles of association have been amended for the last time following a deed of Maître Paul Decker of 6 May 2008 published in the Memorial C number 1449 of June 12, 2008,

hereby represented by M<sup>e</sup> Nicolas GAUZES, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on the basis of resolutions of the board of managers of Thomson International dated June 30, 2008.

Such proxies after having been signed "ne varietur" by the proxyholders acting on behalf of the appearing persons and the undersigned notary shall remain attached to the present deed.

The appearing parties represented as stated hereabove have requested the undersigned notary to record that:

1. Thomson Finance

The corporate objects of Thomson Finance are:

- to carry on the business of a group finance company,
- to acquire, possess, alienate, administer, develop, lease, let, mortgage or in general encumber real property and any right to or interest in real property,
- to participate, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and enterprises of whatever nature and in whatever legal form;
- to acquire by purchase, subscription, or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise stock, shares, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and own, administer, develop and manage its portfolio; and
- to perform everything connected with the foregoing in the widest sense of the word.

The subscribed capital of Thomson Finance is five billion six hundred thirty-one million seven hundred nineteen thousand two hundred United States dollars (USD 5,631,719,200.-) divided into one hundred twelve million six hundred thirty-

four thousand three hundred eighty-four (112,634,384) shares with a par value of fifty United States dollars (USD 50.-) per share.

## 2. Thomson International

The corporate objects of Thomson International are:

- to carry on the business of a group finance company,
- to acquire, possess, alienate, administer, develop, lease, let, mortgage or in general encumber real property and any right to or interest in real property,
- to participate, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and enterprises of whatever nature and in whatever legal form;
- to acquire by purchase, subscription, or in any other manner as well as transfer by sale, exchange or otherwise stock, shares, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and own, administer, develop and manage its portfolio; and
- to perform everything connected with the foregoing in the widest sense of the word.

The subscribed capital of Thomson International is two hundred fifty three million three hundred fifty two thousand nine hundred fifty-nine point twenty-five Pound Sterling (GBP 253,352,959.25) divided into three million two hundred seventy-nine thousand six hundred two (3,279,602) ordinary shares without nominal value, all of which are fully paid up.

## 3. Merger

Thomson Finance contemplates to merge with and absorb its fully controlled subsidiary Thomson International (both companies being referred to as "Merging Companies") under the simplified merger procedure (the "Merger") provided for in articles 278 and seq. of the law of 10 August 1915, as amended, on commercial companies (the "Law").

The purpose of the Merger is internal to the group of companies to which the Merging Companies belong and contemplates to simplify the current structure of this group of companies.

The Merger shall be preceded by the merger by absorption by Thomson International of Thomorg S.à r.l a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered at the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number number B 135.917, a fully controlled subsidiary of Thomson International. The merger proposal in relation to the merger of Thomson International S.à r.l. and Thomorg S.à r.l. has been approved on the same date.

## 4. Date of Effect

The Merger shall be effective on 31 August 2008 (the "Effective Date"). For accounting purposes, the merger shall be deemed effective as from 1 July 2008.

## 5. Financial Accounts

The last annual accounts for the year ended on 31 December 2007 have been approved by the general meeting of shareholders of Thomson Finance on 9 May 2008.

The last annual accounts for the year ended on 31 December 2007 have been approved by the general meeting of shareholders of Thomson international on 9 May 2008.

## 6. Assets and Liabilities Contributed

Pursuant to the Merger, all the assets and liabilities, including for the avoidance of doubt with any encumbrances or charges thereon, of Thomson International will be contributed, transferred and assigned to Thomson Finance.

## 7. Advantages granted to the Directors or the Auditors

No special advantages are granted to the members of the board of directors or the statutory auditors of the Merging Companies.

## 8. Mandates granted by Thomson International

The mandate of the managers and of the auditors of Thomson International will automatically cease on the Effective Date and full discharge is hereby granted to the managers and the auditors of Thomson International for the duties performed by them.

## 9. Merger formalities

Thomson Finance shall itself carry out all formalities including such announcements as are prescribed by law, which are necessary or useful to carry into effect the Merger and the transfer and assignment of the assets and liabilities of Thomson International in accordance with article 274 of the Law.

## 10. Dissolution of Thomson International

The Merger will result in the dissolution without liquidation of Thomson International as of the Effective Date.

## 11. Keeping of Thomson International's Documents

All corporate documents, files and records of Thomson International shall be kept at the registered office of Thomson Finance for the duration prescribed by law.

## 12. Issued capital of Thomson Finance following the Merger

The issued capital of Thomson Finance will not be affected by the Merger.

### 13. Expenses

The expenses, costs, fees and charges resulting from the Merger shall be borne by Thomson Finance.

The undersigned notary hereby certifies the existence and legality of the merger proposal and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging companies pursuant to the law.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Merging Companies are estimated at approximately seven thousand euro (7,000.- EUR).

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille huit, le trente juin,

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

- Thomson Finance S.A., une société anonyme régie par le droit luxembourgeois ayant son siège social au 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 45.994 (ci-après désignée "Thomson Finance") et constituée par acte de Maître Frank Baden, notaire résidant à Luxembourg, en date du 13 Décembre 1993, publié au Mémorial C numéro 79 du 2 mars 1994, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Paul Decker, en date du 29 avril 2008, publié au Mémorial C, numéro 1488 du 17 juin 2008,

représentée par Maître Tom LOESCH, avocat, résidant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sur la base des résolutions du conseil d'administration de Thomson Finance en date du 30 juin 2008.

- Thomson International S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de deux cent cinquante-trois millions trois cent cinquante-deux mille neuf cent cinquante-neuf virgule vingt-cinq Pound Sterling (GBP 253.352.959,25), ayant son siège social au 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.011 (ci-après désignée "Thomson International") et constituée à l'origine sous la forme d'une société anonyme par acte de Maître Frank Baden, notaire résidant à Luxembourg, en date du 17 novembre 2000, publié au Mémorial C numéro 423 du 8 juin 2001, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Paul Decker, en date du 6 mai 2008, publiés au Mémorial C, numéro 1449 du 12 juin 2008,

représentée par Maître Nicolas GAUZES, avocat, résidant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sur la base des résolutions du conseil de gérance de Thomson International en date du 30 juin 2008.

Les dites procurations après signatures ne varient par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant demeureront annexées au présent acte.

Les comparants représentés comme mentionnés ci-dessus ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

#### 1. Thomson Finance

L'objet social de Thomson Finance est:

- exercer les activités d'une société de financement de groupe et en relation avec cette activité la société est autorisée:  
- acquérir, posséder, aliéner, administrer, développer, prendre à bail, louer, hypothéquer ou en général engager des biens réels et tous droits ou intérêts sur ces biens réels.

- prendre des participations de quelque façon que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères de quelque nature ou forme légale que ce soit.

- acquérir par achat, souscription ou toute autre manière, aussi bien que transférer par vente, échange ou autrement, des stocks, actions, bons, obligations, notes et autres garanties de toutes sortes, et posséder, administrer, développer et gérer son portefeuille.

- exécuter tout ce qui touche à son objet, dans le sens le plus large du terme.

Le capital souscrit de Thomson Finance est de cinq milliards six cent trente et un-millions sept cent dix-neuf mille deux cents dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 5.631.719.200,-), divisé en cent douze millions six cent trente-quatre mille trois cent quatre-vingt quatre (112.634.384) actions ordinaires d'une valeur nominale de cinquante dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 50,-), par action.

#### 2. Thomson International

L'objet social de Thomson International est:

- exercer les activités d'une société de financement de groupe et en relation avec cette activité la société est autorisée:
- acquérir, posséder, aliéner, administrer, développer, prendre à bail, louer, hypothéquer ou en général engager des biens réels et tous droits ou intérêts sur ces biens réels.
- prendre des participations de quelque façon que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères de quelque nature ou forme légale que ce soit.
- acquérir par achat, souscription ou toute autre manière, aussi bien que transférer par vente, échange ou autrement, des stocks, actions, bons, obligations, notes et autres garanties de toutes sortes, et posséder, administrer, développer et gérer son portefeuille.
- exécuter tout ce qui touche à son objet, dans le sens le plus large du terme.

Le capital souscrit de Thomson International est de deux cent cinquante trois millions trois cent cinquante-deux mille neuf cent cinquante-neuf euros virgule vingt-cinq Pound Sterling (GBP 253.352.959,25), divisé en trois millions deux cent soixante-dix-neuf mille six cent deux (3.279.602) parts sociales ordinaires sans valeur nominale, chacune étant entièrement libérées.

### 3. Fusion

Thomson Finance envisage de fusionner et d'absorber sa filiale entièrement contrôlée Thomson International (les deux sociétés étant désignées comme "Sociétés Fusionnantes") selon la procédure de la fusion simplifiée (la "Fusion") telle que prévu par les articles 278 et suivants de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée concernant les sociétés commerciales (la "Loi").

L'objet de la Fusion est interne au groupe de sociétés auquel les Sociétés Fusionnantes appartiennent et permettra de simplifier la structure actuelle de ce groupe de sociétés.

La Fusion sera précédée par la fusion par absorption par Thomson International de Thomorg S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les Lois de Luxembourg, ayant son siège social au 7, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.917, une filiale entièrement contrôlée par Thomson International. Le projet de fusion relatif à la fusion de Thomorg S.à r.l. et Thomson International à été approuvée à la même date.

### 4. Date d'Effet

La Fusion sera effective le 31 août 2008 (la "Date d'Effet"). Comptablement la fusion sera réputée effective à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2008.

### 5. Etats Comptables

Les derniers comptes annuels pour l'année sociale clôturée le 31 décembre 2007 ont été approuvés par l'assemblée générale des actionnaires de Thomson Finance le 9 mai 2008.

Les derniers comptes annuels pour l'année sociale clôturée le 31 décembre 2007 ont été approuvés par l'assemblée générale des associés de Thomson International le 9 mai 2008.

### 6. Actifs et passifs apportés

En conséquence de la Fusion, tous les actifs et passifs de Thomson International, y compris toutes sûretés et privilèges sur ces actifs et passifs, seront apportés, transférés et cédés à Thomson Finance.

### 7. Avantages accordés aux administrateurs, gérants et aux commissaires aux comptes

Aucun avantage spécial n'a été accordé aux membres du conseil d'administration, de gérance et aux commissaires aux comptes des Sociétés Fusionnantes.

### 8. Mandat accordé par Thomson International

Le mandat des gérants et des commissaires aux comptes de Thomson International cessera automatiquement à la Date d'Effet et décharge est donnée par les présentes aux gérants et aux commissaires aux comptes de Thomson International pour l'accomplissement de leur mandat.

### 9. Formalités de fusion

Thomson Finance pourra elle-même effectuer toutes les formalités y compris toutes annonces telles que prévues par la loi, qui seront nécessaires ou utiles pour permettre et réaliser la Fusion ainsi que le transfert ou la cession des actifs et passifs de Thomson International conformément à l'article 214 de la loi.

### 10. Dissolution de Thomson International

La Fusion résultera dans la dissolution sans liquidation de Thomson International à compter de la Date d'Effet.

### 11. Conservation des documents de Thomson International

Tous les documents sociaux, dossiers et procès-verbaux de Thomson International seront conservés au siège social de Thomson Finance pour la durée prévue par la loi.

### 12. Capital social de Thomson Finance après la Fusion

Le capital social de Thomson Finance ne sera pas affecté par la fusion.

### 13. Frais

Les frais, coûts et honoraires résultant de la fusion seront à la charge de Thomson Finance.

Le notaire instrumentant certifie par la présente l'existence et la légalité du projet de fusion et de tous actes documents incombant aux Sociétés Fusionnantes en vertu de la loi.

*Evaluation des frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont évalués à sept mille euros (7.000,- EUR).

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: T. Loesch, N. Gauzès, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 juillet 2008. LAC/2008/27010. — Reçu douze euros (€ 12,-).

Le Receveur (signé): Fr. Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2008.

Gérard LECUIT.

Référence de publication: 2008086737/220/232.

(080102434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2008.

**Morgan Stanley Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable,  
(anc. Morgan Stanley Sicav).**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 29.192.

In the year two thousand and eight, on the first day of July.

Before us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders of MORGAN STANLEY SICAV (the "Meeting"), a Société d'Investissement à Capital Variable with its registered office at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg (the "Company"), incorporated on the 21st November 1988 by deed of Maître Edmond Schroeder, then notary residing in Mersch, published in the Mémorial C number 8 of January 11th 1989 and whose Articles of Incorporation have been amended for the last time by deed enacted on the 22 November 2007.

The Meeting is declared open at 11.00 am with Mrs Ingrid Robert, professionally residing in Kirchberg, appointed as chairman (the "Chairman"), who appointed as secretary to the Meeting Mrs Maria Karaguiozova, professionally residing in Kirchberg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Christie Lemaire-Legrand, professionally residing in Senningerberg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

(i) The shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on the attendance list signed by the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau. The said list and proxies initialled "ne varietur" by the members of the bureau will be kept at the registered office of the Company.

(ii) The Meeting has been convened by notices containing the agenda sent to each of the shareholders registered in the shareholders' register on 20 May 2008 and published in Tageblatt, d'Wort and in Mémorial on 20 May 2008 and 9 June 2008.

(iii) It appears from the attendance list that out of 1,021,290,661.997 shares in issue, 13,625,329 shares are duly represented at the Meeting.

(iv) In view of the fact that this meeting was duly convened for the second time, no quorum having been reached on 13 May 2008 at a first meeting, the shareholders may validly decide on all the items of the agenda without quorum.

(v) The agenda of the Meeting is the following:

1. Change of the name of the Company from "MORGAN STANLEY SICAV" to "MORGAN STANLEY INVESTMENT FUNDS" with effect from 1 July 2008.

2. Amendment of the Article 1 of the Articles of Incorporation with effect from 1 July 2008 to read as follows: "There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "Morgan Stanley Investment Funds" (hereinafter the "Company")."

After deliberation, the Meeting took the following resolutions by more than two-third majority votes cast, as detailed in the attendance list:

*First resolution*

The Meeting RESOLVED TO change the name of the Company from "MORGAN STANLEY SICAV" to "MORGAN STANLEY INVESTMENT FUNDS" with effect from 1 July 2008.

*Second resolution*

The Meeting RESOLVED TO amend Article 1 of the Articles of Incorporation with effect from 1 July 2008 to read as follows: "There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of "MORGAN STANLEY INVESTMENT FUNDS" (hereinafter the "Company")."

There being no further business brought before the meeting, the same was thereupon adjourned

Whereof the present deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the persons appearing, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the French text, the English text will be binding.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, first names, civil status and residence, the said persons signed together with us the notary this original deed on the above mentioned date.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille huit, le premier jour de juillet.

Par-devant nous, Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de MORGAN STANLEY SICAV (l'"Assemblée"), une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg (la "Société"), constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 21 novembre 1988, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 8, du 11 janvier 1989. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 22 novembre 2007.

L'Assemblée est déclarée ouverte à 11 heures par Madame Ingrid Robert, demeurant professionnellement à Kirchberg, désigné comme présidente (le "Président"), qui a désigné comme secrétaire de l'Assemblée Madame Maria Karaguiozova, professionnellement demeurant à Kirchberg.

L'Assemblée a élu aux fonctions de scrutateur Madame Christie Lemaire-Legrand, demeurant professionnellement à Senningerberg.

Le bureau de l'Assemblée ayant donc été constitué, le Président a déclaré et a demandé au notaire d'acter que:

(vi) Les actionnaires présents et représentés et le nombre des actions détenues par chacun d'eux ont été renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés et par le bureau de l'Assemblée. Ladite liste sera enregistrée avec le présent acte et les procurations paraphées ne varietur par les membres du bureau seront conservées au siège social de la Société.

(vii) L'Assemblée a été convoquée par avis contenant l'agenda, envoyés à chaque actionnaire enregistré dans le registre des actionnaires en date du 20 mai 2008 et publié dans le Tageblatt, le d'Wort et le Mémorial le 20 mai et le 9 juin 2008.

(viii) Il résulte de ladite liste de présence que, des 1.021.290.661,997 actions émises, 13.625.329 actions sont dûment représentées à l'Assemblée.

(ix) Considérant le fait que cette assemblée a été dûment convoquée pour la seconde fois, le quorum n'ayant pas été atteint le 13 mai 2008 lors de la première assemblée, les actionnaires peuvent valablement décider à propos de tous les points de l'ordre du jour sans quorum.

(x) L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Changement de nom de la Société de "MORGAN STANLEY SICAV" à "MORGAN STANLEY INVESTMENT FUNDS" avec effet le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

2. Modification de l'Article 1 des Statuts comme suit, avec effet le 1<sup>er</sup> juillet 2008: " Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions ci-après créées, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de "Morgan Stanley INVESTMENT FUNDS" (ci-après la "Société")."

Après délibération, l'Assemblée a adopté les résolutions suivantes à plus de deux tiers des voix exprimées, comme le montre la liste de présence:

*Première résolution*

L'Assemblée DECIDE de changer le nom de la Société de "MORGAN STANLEY SICAV" en "MORGAN STANLEY INVESTMENT FUNDS" avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2008.

*Seconde résolution*

L'Assemblée DECIDE de changer l'Article 1 des Statuts comme suit, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2008: " Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires par la suite des actions ci-après créées, une société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable sous la dénomination de "MORGAN STANLEY INVESTMENT FUNDS" (ci-après la "Société")."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes, contenant un blanc bâtonné et numéroté.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau de l'assemblée, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, état et demeures, ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: I. ROBERT, M. KARAGUIOZOVA, C. LEMAIRE-LEGRAND ET H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 juillet 2008. Relation: LAC/2008/28739. - Reçu douze euros (12,- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juillet 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008092180/242/111.

(080105654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2008.

---

**Morgan Stanley Ursa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 132.600.

—  
RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier la publication, dans le Mémorial C n° 1461 du 13 juin 2008, pages 70103 et 70104, de l'avis de cessions de parts sociales déposé au Registre de commerce et des sociétés le 23 mai 2008:

Les deuxième et troisième alinéas doivent être lus comme suit:

«Il résulte d'un contrat de cession du 24 avril 2008 que les 1,764 parts sociales de classe «B» de la Société détenues par Morgan Stanley Propus Limited ont été transférées à Morgan Stanley Batherm Limited, ayant son siège social à Uglan House, Grand Cayman KY1-1104, Iles Caïmans inscrite au Registre de Commerce des Iles Caïmans sous le numéro MC 208997,

de sorte que toutes les parts sociales de Classe A et de Classe B de la Société sont désormais détenues par Morgan Stanley Batherm Limited.»

Référence de publication: 2008092446/805/16.

---

**Pictet & Cie (Europe) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 32.060.

—  
*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires  
qui s'est tenue à Luxembourg le 5 mai 2008*

«L'Assemblée, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Les mandats d'administrateur de Messieurs Jacques de Saussure, Rémy Best, Daniel Wanner, Giovanni Viani et Marc Pictet sont reconduits pour une année, à savoir jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire du 4 mai 2009;

2. Le mandat d'administrateur-délégué de Marc Pictet est reconduit pour une année, à savoir jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire du 4 mai 2009;

3. Le mandat de réviseur confié à PricewaterhouseCoopers, Luxembourg, est reconduit pour une période d'une année, à savoir jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire du 4 mai 2009.»

Pour extrait conforme et mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pictet & Cie (Europe) S.A.*  
Anne ROSIER / Patrick SCHOTT  
*Service Juridique / Directeur Adjoint*

Référence de publication: 2008090606/52/22.

Enregistré à Luxembourg, le 11 juillet 2008, réf. LSO-CS04415. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080103701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2008.

---

**Therabel Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 88.202.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 juillet 2008.

Jorge Pérez Luzano / Paul van Baarle.

Référence de publication: 2008089998/805/12.

Enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2008, réf. LSO-CS03507. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080103073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

---

**Diafin International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 79.544.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 régulièrement approuvés, le rapport de gestion, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition et la décision d'affectation des résultats, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque, Société Anonyme

*Banque domiciliataire*

Signatures

Référence de publication: 2008090053/24/16.

Enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 2008, réf. LSO-CS04983. - Reçu 42,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080102722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

---

**Tower 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 114.537.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 régulièrement approuvés, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition et la décision d'affectation des résultats ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Tower 2 S.à r.l., Société à Responsabilité Limitée*

Signatures

Référence de publication: 2008090054/24/15.

Enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 2008, réf. LSO-CS04979. - Reçu 40,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080102723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

---

**Vitas Capital, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 105.574.

---

**MISE EN LIQUIDATION**

L'an deux mille huit, le dix-sept juin.

Par-devant Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "VITAS CAPITAL", ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 105.574, constituée suivant acte notarié en date du 17 janvier 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 398 du 29 avril 2005.

Les statuts ont été modifiés suivant un acte notarié en date du 3 juin 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1183 du 10 novembre 2005.

L'assemblée est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Mademoiselle Cynthia Schwickerath, employée privée, avec adresse professionnelle à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Kim Albert, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Frank Stolz-Page, employé privé, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1 ° Mise en liquidation de la société.

2 ° Nomination du liquidateur, FIN-CONTROLE S.A.

II. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale décide la dissolution anticipée de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour conformément aux articles 141 à 151 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale décide de nommer comme liquidateur la société FIN-CONTROLE S.A., une société anonyme ayant son siège social à L-1946 Luxembourg, 26, rue Louvigny et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42.230.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office, renoncer à tous droit réels, privilégiés, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé d'établir un inventaire et peut se référer aux comptes de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.  
Et après lecture faite aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.  
Signé: C. SCHWICKERATH, F. STOLZ-PAGE, K. ALBERT et J. BADEN.  
Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 juin 2008. LAC/2008/25218. - Reçu douze euros €12,-.

Le Receveur (signé): SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2008.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2008090148/7241/65.

(080103947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2008.

**Falcon Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 118.770.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 régulièrement approuvés, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition et la décision d'affectation des résultats ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

*Falcon Parent S.à r.l., Société à responsabilité limitée*

Signatures

*Un gérant*

Référence de publication: 2008090055/24/17.

Enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 2008, réf. LSO-CS04971. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080102724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

**Falcon Borrower S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 118.771.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 régulièrement approuvés, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition et la décision d'affectation des résultats, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

*Falcon Borrower S.à r.l., Société à responsabilité limitée*

Signature

*Un gérant*

Référence de publication: 2008090056/24/17.

Enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 2008, réf. LSO-CS04954. - Reçu 42,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080102725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

**Lone Star Capital Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 38.598.250,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 91.796.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales du 9 janvier 2008 que LSF Lux Holdings X, Ltd., ayant son siège social Washington Mall, Suite 304, 7 Reid Street, Hamilton, HM 11, Bermuda, a transféré 9.844 parts sociales de classe F-2 de la Société à la Société.

Suite à ce contrat du 9 janvier 2008, l'intégralité des parts sociales de classe F-2 de la Société ont donc été transférées à la Société.

Pour extrait sincère et conforme  
*Lone Star Capital Investments S.à.r.l.*  
Signature  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2008090092/5499/20.

Enregistré à Luxembourg, le 9 juillet 2008, réf. LSO-CS03677. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080102745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

---

**Falcon Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 118.864.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 régulièrement approuvés, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, la proposition et la décision d'affectation des résultats ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
*Falcon Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée*  
Thomas Puyet  
*Un employé*

Référence de publication: 2008090057/24/17.

Enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 2008, réf. LSO-CS04955. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080102726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

---

**Equinox Two S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 129.986.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 régulièrement approuvés, le rapport de la personne chargée du contrôle des comptes, le rapport du Conseil de Surveillance, le rapport de gestion, la proposition et la décision d'affectation des résultats ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Equinox Two S.C.A., Société en commandite par actions*  
Equinox, Société anonyme  
Gérant unique  
Signature

Référence de publication: 2008090058/24/17.

Enregistré à Luxembourg, le 14 juillet 2008, réf. LSO-CS04927. - Reçu 40,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080102727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

---

**Clann Hotel s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9660 Insborn, Maison 41.

R.C.S. Luxembourg B 96.880.

EXTRAIT

Suivant procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire reçu par le notaire Léonie GRETHEN de résidence à Rambrouch en date du 5 juin 2008, acte enregistré à Redange/Attert, le 9 juin 2008 - Relation: Red/2008/692

Les décisions ont été prises comme suit:

I.- La démission de Monsieur Donal FOLEY, hôtelier, demeurant à 24 Avondale Park, Ave. Rd. Dundalk, Co Louth - Ireland, en sa qualité de gérant technique est acceptée.

II.- Le nombre de gérants de la société est fixé à un seul - Est nommé gérant unique de la société Monsieur Robert FOLEY, prénommé.

La société est valablement engagée par la seule signature du gérant unique.

Pour extrait conforme, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Léonie GRETHEN

NOTAIRE

Référence de publication: 2008090095/240/20.

(080103056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

---

**Bofin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 46.030.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2008090060/322/13.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01552. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080102728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

---

**Bofin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 46.030.

Le bilan abrégé au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2008090062/322/13.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2008, réf. LSO-CQ01555. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080102729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

---

**European Auction Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 55.851.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire  
tenue extraordinairement le lundi 30 juin 2008*

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue en date du 30 juin 2008 que:

Le mandat des Administrateurs venant à échéance, l'Assemblée a décidé d'appeler aux fonctions d'Administrateur et de réélire les personnes suivantes:

- Monsieur Jean-Jacques POETTE, demeurant à F-92200 Neuilly-sur-Seine au 39, rue Jacques Dulud,
- Madame Ethel KOBRYNSKI-POETTE, demeurant à F-92200 Neuilly-sur-Seine au 39, rue Jacques Dulud,
- Madame Jeanne POETTE, demeurant à F-92200 Neuilly-sur-Seine au 5 bis, rue Parmentier.

Le mandat des administrateurs prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2013.

Le mandat du Commissaire venant à échéance, l'Assemblée décide d'appeler au poste de Commissaire et de réélire la personne suivante:

- Monsieur Norbert MEISCH, demeurant professionnellement à L-4240 Esch-sur-Alzette, 36, rue Emile Mayrisch.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur l'exercice clôturé le 31 décembre 2013.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Pour extrait conforme  
Pour inscription, réquisition  
Signature  
*Un Mandataire*

Référence de publication: 2008090546/320/28.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 2008, réf. LSO-CS05712. - Reçu 14,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080103936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2008.

**Bei den Maisercher Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8447 Steinfort, 6, rue des Eglantiers.

R.C.S. Luxembourg B 89.856.

Les comptes annuels au 31/12/2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/07/2008.

*Pour BEI DEN MAISERCHER, SARL*

FIDUCIAIRE CENTRALE DU LUXEMBOURG SA

Signature

Référence de publication: 2008090064/503/15.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2008, réf. LSO-CS01531. - Reçu 20,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080102734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

**Caterpillar International Finance Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 3.550.000,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 131.096.

In the year two thousand and eight, on the twenty-eight of March.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Caterpillar International Finance Limited, a company incorporated and organised under the laws of Ireland, with registered office at Riverside One, Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2, Ireland, with a company register number 241565 (the Sole Shareholder), here represented by Katarzyna Kuszewska, lawyer, residing in Luxembourg by virtue of a proxy given on March 20th, 2008.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

- the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of Caterpillar International Finance Luxembourg S. à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on June 28, 2007 (the Deed), published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of October 2, 2007 number 2173 (the Company).
- the deed has been rectified on November 23, 2007 before the undersigned notary and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of March 5, 2008 number 549;
- the Company's share capital is presently set at twenty thousand euro (EUR 20,000) divided into one (1) share without par value.

Now, therefore, the appearing party, acting through its proxyholder, has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder decides to exchange the one (1) existing share without par value against twenty thousand (20,000) shares with a par value of one euro (EUR 1) each.

As a consequence of the above, the Company's share capital is set at twenty-thousand euro (EUR 20,000) divided into twenty thousand (20,000) shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1) each.

### *Second resolution*

The Sole Shareholder decides to increase the subscribed capital by an amount of three million five hundred thirty thousand euro (EUR 3,530,000) to bring it from its present amount of twenty-thousand euro (EUR 20,000) to three million five hundred fifty thousand euro (EUR 3,550,000) by the issuance of three million five hundred thirty thousand (3,530,000) new shares with a par value of one euro (EUR 1) each, having the same rights as the already existing share.

#### *Intervention - subscription - payment*

Thereupon, Caterpillar Financial Services Corporation, a corporation incorporated and organised under the laws of Delaware, having its principal office at 2120 West End Avenue, Nashville, Tennessee, United States, here represented by Katarzyna Kuszewska, lawyer, residing in Luxembourg by virtue of a proxy given on March 25, 2008, declares to subscribe for the three million five hundred thirty thousand (3,530,000) new shares and to have them fully paid up by a contribution in kind consisting of two thousand seven hundred (2,700) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each (the Shares) of Caterpillar Financial Services Netherlands B.V., a company organised under the laws of the Netherlands, with registered office at 1329 BP Almere, Rondebeltweg 41, the Netherlands (CFSN).

Such contribution in an aggregate amount of three million five hundred thirty thousand euro (EUR 3,530,000) made to the Company is to be allocated to the share capital account of the Company;

It results from a certificate issued on the date hereof by the management of CFSN that, as of the date of such certificate:

- Caterpillar Financial Services Corporation, with its principal executive offices at 2120 West End Avenue, Nashville, Tennessee 37203, is the full owner of two thousand seven hundred (2,700) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each of CFSN;

- the Shares are fully paid-up and represent 15% of the issued share capital of the CFSN;

- Caterpillar Financial Services Corporation is solely entitled to the Shares and possesses the power to dispose of the Shares;

- none of the Shares is encumbered with any pledge or usufruct, there exist no right to acquire any pledge or usufruct on the Shares and the Shares are not subject to any attachment;

- there exists no pre-emption rights nor any other right by virtue of which any person may be entitled to demand that the Shares be transferred to him;

- according to the laws of The Netherlands and the articles of association of the CFSN, the Shares are freely transferrable, the share transfer restrictions (blocking clause) contained in the articles of association of the BV having been complied with;

- on the date hereof, the Shares are worth at least three million five hundred thirty thousand euro (EUR 3,530,000) this estimation being based on generally accepted accountancy principles;

- there are no major changes in the financial situation of the Company since the balance sheet dated 31 December 2007.

Such certificate and a copy of the balance sheet of CFSN, after signature "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

As a result of the above, the Sole Shareholder and Caterpillar Financial Services Corporation, are hereafter referred to as the Shareholders.

### *Third resolution*

As a consequence of the preceding resolutions, the Shareholders decide to amend article 5, first paragraph, of the Articles, which will henceforth have the following wording:

" **Art. 5.1.** The Company's corporate capital is fixed at three million five hundred fifty thousand euro (EUR 3,550,000) represented by three million five hundred fifty thousand (3,550,000) shares in registered form with a par value of one euro (EUR 1), subscribed and fully paid-up."

There being no further business, the meeting is terminated.

#### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately two thousand eight hundred euro (EUR 2,800).

#### *Capital duty*

Insofar as the contribution in kind results in the Company acquiring 100% of the share capital of CFSN, a company incorporated under the laws of The Netherlands, Member State of the European Union, the Company refers to article 4-2 of the law dated December 29, 1971 which provides for an exemption from capital duty.

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed. The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present original deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille huit, le vingt-huit mars.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Caterpillar International Finance Limited, une société constituée et régie par le droit irlandais, ayant son siège social à Riverside One, Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2, Irlande, immatriculée auprès du registre des sociétés sous le numéro 241565 (l'Associé Unique), ici représentée par Katarzyna Kuszewska, juriste, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 20 mars 2008.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

L'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de Caterpillar International Finance Luxembourg S. à r.l., une société à responsabilité limitée constituée conformément à un acte du notaire instrumentant en date du 28 juin 2007 (l'Acte), publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 2 octobre 2007 numéro 2173 (la Société).

L'Acte a été modifié en date du 23 novembre 2007 devant du notaire instrumentant et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 5 mars 2008 numéro 549.

Le capital social de la Société est actuellement fixé à vingt mille euros (EUR 20.000) divisé en une (1) part sociale sans valeur nominale.

Sur ce, la partie comparante, représentée par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique décide d'échanger la seule part sociale existante sans valeur nominale contre vingt mille (20.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

En conséquence de ce qui précède, le capital social de la Société est fixé à vingt mille euros (EUR 20.000) divisé en vingt mille (20.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois millions cinq cent trente mille euros (EUR 3,530,000) afin de le porter de son montant actuel de vingt mille euros (EUR 20.000) à trois millions cinq cent cinquante mille euros (EUR 3,550,000) par l'émission de trois millions cinq cent trente mille (3,530,000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, ayant les mêmes droits que les parts sociales existantes.

#### *Intervention - souscription- paiement*

Sur ce, Caterpillar Financial Services Corporation, une société constituée et régie par les lois du Delaware, ayant son siège social au 2120 West End Avenue, Nashville, Tennessee, Etats-Unis d'Amérique, ici représentée par Katarzyna Kuszewska, juriste, de résidence à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2008, déclare souscrire aux trois millions cinq cent trente mille (3,530,000) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement par un apport en nature se composant de deux mille sept cents (2.700) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune (les Parts Sociales) de Caterpillar Financial Services Netherlands B.V, une société régie par le droit néerlandais, ayant son siège social au 1329 BP Almere, Rondebeltweg 41, les Pays-Bas(CFSN).

Cet apport d'un montant total de trois millions cinq cent trente mille euros (EUR 3,530,000) versé à la Société sera affecté au compte capital social de la Société.

Il résulte d'un certificat émis à la date des présentes par la direction de CFSN qu'à partir de la date du certificat:

- Caterpillar Financial Services Corporation, ayant son siège social au 2120 West End Avenue, Nashville, Tennessee 37203, est le propriétaire des deux mille sept cents (2.700) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune de CFSN;

- Les Parts Sociales sont entièrement libérées et représentent 15% du capital social émis de CFSN;

- Caterpillar Financial Services Corporation est le seul bénéficiaire des Parts Sociales avec le pouvoir d'en disposer;

- Aucune des Parts Sociales ne fait l'objet d'un gage ou d'un usufruit, il n'existe aucun droit d'acquisition de tout gage ou d'usufruit sur les Parts Sociales et aucune des Parts Sociales n'est soumise à un gage;

- Il n'existe aucun droit de préemption ou d'autres droits en vertu desquels une personne peut demander que les Parts Sociales lui soit cédées;

- Selon la législation des Pays-Bas et les statuts de CFSN, les Parts Sociales sont librement cessibles, les restrictions de cession de part sociale (clause de blocage) figurant dans les statuts de la BV ayant été respectées;

- Sur base de principes comptables généralement acceptés, à la date des présentes les Parts Sociales à apporter à la Société sont évaluées à au moins trois millions cinq cent vingt-cinq mille euros (EUR 3.530.000);

depuis le bilan au 31 Décembre 2007, il n'y a eu aucune modification majeure dans la situation financière de la Société.

Ledit certificat ainsi que la copie du bilan de CFSN, après signature «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, resteront annexés au présent acte pour être enregistré auprès des autorités de l'enregistrement.

A la suite de ce qui précède, l'Associé Unique et Caterpillar Financial Services Corporation sont ci-après désignés les Associés.

#### *Troisième résolution*

En conséquence des résolutions précédentes, les Associés décident de modifier l'article 5, premier paragraphe, des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5.1.** Le capital social de la Société est fixé à trois millions cinq cent cinquante euros (EUR 3.550.000) représenté par trois millions cinq cent cinquante (3.550.000) parts sociales sous forme nominative ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune, souscrites et entièrement libérées."

Plus aucun point ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

#### *Estimation des frais*

La valeur totale des frais, dépenses, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incombent à la Société en rapport avec la présente augmentation de capital est estimée approximativement à deux mille huit cents euros (EUR 2.800).

#### *Droit d'apport*

Dans la mesure où l'apport en nature génère l'acquisition de 100% du capital social de CFSN, une société constituée selon les lois des Pays-Bas, Etat Membre de l'Union Européenne, la Société fait référence à l'article 4-2 de la loi du 29 décembre 1971 qui prévoit une exonération du droit d'apport.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande des parties comparantes susnommées le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du document faite à la partie comparante, celle-ci a signé ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: K. Kuszewska et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 4 avril 2008. LAC/2008/13890. - Reçu douze euros (12.- €).

*Le receveur (signé): Francis SANDT.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2008.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2008090157/5770/178.

(080103810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2008.

#### **Berg Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 97.647.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 15 juillet 2008.

Paul BETTINGEN

*Notaire*

Référence de publication: 2008090375/202/12.

(080103449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2008.

#### **Aura International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 121.043.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 52426 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

89616

Joseph ELVINGER  
Notaire

Référence de publication: 2008090382/211/11.

(080104080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2008.

---

**Real Estate Europe (JB) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 57.965.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale de la Société tenue en date du 30 mai 2008 que:

1. Les administrateurs suivants ont démissionné de leur mandat avec effet immédiat:

- a. Stef Oostvogels;
- b. François Pfister;
- c. Stéphane Hadet.

2. Les administrateurs suivants ont été nommés en remplacement des administrateurs démissionnaires avec effet immédiat pour une période de six ans:

- a. Alberto Morandini né le 9 février 1968 à Pétange (Luxembourg), résidant professionnellement au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
- b. Alain Blondlet né le 27 mars 1966 à Longlier (Belgique), résidant professionnellement au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;
- c. Valérie Emond née le 30 août 1973 à Saint-Mard (Belgique), résidant professionnellement au 41, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

3. La société Gama Directorshp Limited a démissionné de son mandat de commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat.

4. La société Dillon Limited, ayant son siège social au Suite 13, First Floor, Oliaji Trade Centre, Francis Rachel Street, Victoria, Mahe, République des Seychelles, inscrite auprès du Registre de Commerce sous le numéro 031460, est nommée en tant que nouveau commissaire aux comptes de la Société avec effet immédiat et pour une période de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 30 mai 2008.

*Pour la Société*  
Signature  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2008090091/1035/33.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2008, réf. LSO-CR04223. - Reçu 14,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080102751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

---

**Citibank International plc (Luxembourg Branch), Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 78.602.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2007 de la société CITIBANK INTERNATIONAL PLC ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 15 juillet 2008.

For and on behalf of  
CITIBANK INTERNATIONAL PLC  
*Citibank International plc (Luxembourg Branch)*  
Emilie RAMPONI

Référence de publication: 2008090019/1177/17.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2008, réf. LSO-CS01004. - Reçu 178,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080103022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2008.

---